

DEL REGNO D'ITALIA

ANNO 1885

ROMA — GIOVEDI 31 DICEMBRE

NUM. 316

GAZZ. e RENDICONTI	Un aumero separato, dal giorno in ani si ; in Roma.	Coms. 10
	pubblica la Gazzetta pel Regau	tb
Anno itos	↑ =	
nuse Rune	Un numero teparate, ma arretrato pol Rezno	
32 36	per l'actero	
36 44	L	
ì		
60 126		
120 165	si ricevono dell'Amministrazione e degli Udici postali Le in	sserzioni si ricevono dal -
175 115	l'Amministrazione.	
	Anne Anne 32 36 36 44 56 125 120 165	fubblica la Gazzette pol Regau

Domani, festa di Capo d'anno, non si pubblica la Gazzetta Ufficiale.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE.

Ricevimento a Corte - Ordine della Corona d'Italia: Nomine e promozioni - Legge n. 3590, (Serie 3°), colla quale il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione monetaria sottoscritta a Parigi il 6 novembre 1885, fra l' Italia, la Francia, la Grecia e la Svizzera, nonchè l'atto addizionale alla Convenzione stessa ivi sottoscritta il 12 dicembre 1885 fra gli Stati medesimi ed il Belgio – Regio decreto n. 3586 (Serie 3°), col quale avranno la decorrenza degli interessi dal 1º luglio 1885 le Obbligazioni per la trentasettesima quota della seconda serie dei lavori del Tevere - Decreto del Ministro del Tesoro concernente l'interesse da corrispondersi per l'anno 1886 sulle somme depositate nelle Casse postali di risparmio - Disposizioni fatte nel personale dipendente dal Ministero della Guerra — Bollettino n. 50 sullo stato sanitario del bestiame nel Reano d' Italia.

Diario estero — Telegrammi Agenzia Stefani — Notizie varie —
Bollettini meteorici — stino ufficiale della Borsa di Roma —
Annunzi.

(In foglio di supplemento).

Relazioni della Commissione esaminatrice del concorso alla cattedra di oftalmojatria e clinica oculistica nella R. Università di Caghari, della Commissione chiamata a giudicare del concorso alla cattedra di procedura civile e ordinamento giudiziario vacante nella Regia Università di Padova, della Commissione esaminatrice del concorso al posto di professore straordinario di geografia nella Regia Università di Pavia e di quella del concorso al posto di professore straordinario di lingua e letteratura araba nella R. Università di Napoli - Ministero dell'Interno: Avviso di concorso - Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio: Elenco delle dichiarazioni per diritti d'autore sulle opere d'ingegno inscritte nel registro generale del Ministero durante il mese di novembre 1885 - Avvisi di concorso.

PARTE UFFICIALE

Le LL. MM. il Re e la Regina ricevettero nel pomeriggio di ieri le LL. EE. gli ambasciatori e i Capi delle Missioni Estere, che presentarono agli Augusti Sovrani gli augurii pel nuovo anno.

ORDINE DELLA CORONA D'ITALIA

8. M. si compiacque nominare nell'Ordine della Corona d'Italia:

Sulla proposta del Ministro della Guerra:

Con decreti delli 6 giugno 1885:

Ad uffiziale:

Pescetti nob. Alessandro, colonnello comandante il 75º fanterio.

Frola cav. Francesco, id. id. 23 id.

Lamberti nob. Mario, id. id. 2 id.

Torretta cav. Carlo, id. id. 38 id.

Onesti cav. Torquato, id. id. 44 id.

sariato del VI corpo d'armata.

Gazzurelli cav. Filippo, id. id. 22 id. Latini cav. Michelangelo, colonnello commissario direttore di Commis-

LEGGI E DECRETI

Il Num. 3590 (Serie 3°) della Raccolla ufficiale delle leggi e dei decreti del Reyno contiene la seguente legge:

UMBERTOI per grazia di Dio e per volontà della Nazione RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato; Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione monetaria sottoscritta a Parigi il 6 novembre 1885, fra l'Italia, la Francia, la Grecia e la Svizzera, nonché l'atto addizionale alla Convenzione stessa ivi sottoscritto il 12 dicembre 1885 fra gli Stati medesimi ed il Belgio, le ratifiche dei quali atti ven-nero scambiate a Parigi il 30 dicembre 1885.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 dicembre 1885.

UMBERTO.

C. ROBILANT. A. MAGLIANI. GRIMALDI.

Visto, Il Guardasigilli: TAIANI.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPU-BLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ET LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, désirant maintenir l'union monétaire établie entre les quatre Etats et reconnaissant la nécessité de modifier et de compléter sur certains points la Convention du 5 novembre 1878, ont résolu de conclure à cet effet une nouvelle Convention, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE,

- M. Luigi Luzzatti, Député, etc., etc., etc.;
- M. RANIERI SIMONELLI, Député, etc., etc.;
- M. VITTORIO ELLENA, Conseiller d'Etat, etc., etc., etc.;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

- M. C. DE FREYCINET, membre de l'Institut, Sénateur, Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc.;
 - M. Sadi-Carnot, Député, Ministre des Finances, etc., etc., etc.;
- M. DUCLERC, Sénateur, ancien Président du Conseil des Ministres, etc., etc., etc.;
- et M. Magnin, Vice-Président du Sénat, Gouverneur de la Banque de France, etc., etc;

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES,

- M. Constantin A. Criésis, Chargé d'Affaires de Grèce a Paris, etc., etc., etc., etc.;
 - M ANTOINE D. VLASTO;

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE,

- M. Charles Edouard Lardy, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Paris, etc., etc., etc.;
- M. Conrad Chamer-Frey, Membre du Conseil National Suisse, etc., etc., etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

- Art. 1. La France, la Grèce, l'Italie et la Suisse demourent constituées à l'état d'Union pour ce qui regarde le titre, le poi s, le diamètre et le cours de leurs espèces monnayées d'or et d'argent.
- Art. 2. Les types des monnaies d'or frappées à l'empreinte des Hautes Parties contractantes sont ceux des pièces de 100 francs, de 50 francs, de 20 francs, de 10 francs et de 5 francs, déterminés, quant au titre, au poids, à la tolerance et au diamètre, ainsi qu'il suit:

-	тіл	r r e	Р О	İ	
NATURE DES PIÈCES	Titre droit	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans	Poids droit	Tolérance dupoids tant en dehors qu'en dedans	DIAMÈTRE
francs 100 50 20 10 5	millièmes	millièmes	grammes 32,258 06 16,129 03 6,451 61 3,225 80 1,612 90	\ 1 \{ 2	milli- mètres 35 28 21 19 17

Les Gouvernements contractants admettront sans distinction dans leur caisses publiques les pièces d'or fabriquées, sous les conditions qui précédent, dans l'un ou l'autre des quatre Etats, sous réserve, toutefois, d'exclure les pièces dont le poids aurait été réduit par le frai de 1/2 p. 0/0 au-dessous des tolérances indiquées plus haut, ou dont les empreintes auraient disparu.

Art. 3. Le type des pièces d'argent de 5 francs, frappées à l'em-

preinte des Hautes Parties contractantes, est déterminé, quant au titre, au poids, à la tolérance et au diamètre, ainsi qu'il suit:

Т	TRE	Ρú			
Titre droit	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans	Poids droit	Tolérance du poids tant en deliors qu'en dedans	Diamètre •	
millièmes 900	milli è mes 2	grammes 25	millièmes 3	millimètres 37	

Les Gouvernements contractants recevront réciproquement dans leurs caisses publiques lesdites pièces d'argent de 5 francs.

Chacun des Etats contractants s'engage à reprendre des caisses publiques des autres Etats les pièces d'argent de cinq francs dont le poids aurait été réduit par le frai de 1 p. % au-dessous de la tolérance légale, pourvu qu'elles n'aient pas été frauduleusement altérées ou que les empreintes n'aient pas disparu.

En France, les pièces d'argent de 5 francs seront reçues dans les caisses de la Banque de France, pour le compte du Trésor, ainsi qu'il résulte des lettres échangées entre le Gouvernement français et la Banque de France à la date des 31 octobre et 2 novembre 1885 et annexées à la présente Convention.

Cet engagement est pris pour la durée de la Convention, telle qu'elle a été fixée par le paragraphe 1er de l'article 13, et sans que la Banque soit liée au delà de ce terme par l'application de la clause de tacite reconduction prévue au paragraphe 2 du même article.

Dans le cas où les dispositions concernant le cours légal des pièces d'argent de 5 francs frappées par les autres Etats de l'Union seraient supprimées, soit par la Grèce, soit par l'Italie, soit par la Suisse, pendant la durée de l'engagement pris par la Banque de France, la Puissance ou les Puissances qui auront rapporté ces dispositions prennent l'engagement que leurs banques d'émission recevront les pièces d'argent de 5 francs des autres Etats de l'Union dans des conditions identiques à celles où elles reçoivent les pièces d'argent de 5 francs frappées à l'effigie nationale.

Deux mois avant l'échéance du terme assigné pour la dénonciation de la Convention, le Gouvernement français devra faire connaître aux Etats de l'Union si la Banque de France est dans l'intention de continuer ou de cesser d'exécuter l'engagement ci-dessus relaté. A défaut de cette communication, l'engagement de la Banque de France sera soumis à la clause de tacite reconduction.

Art. 4. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne fabbriquer des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes que dans les conditions de titre, de poids, de tolérance et de diamètre déterminées ci-après:

	ТІТ	RE	PO	IDS	
Pièces	Titre droit	Tolérance du titre tant en dehors qu'en dedans	Poids droit	Tolérance du poids tant en dehors qu'en dedans	Diamètre
fr. c.	millièmes	millièmes	grammes	millièmes	millimètres
2 » 1 » 0 50 0 20	835	3	10 » 5 » 2 50 1 »	5 7 10	27 23 18 16

Ces pièces devront être refondues par les Gouvernements qui les auront émises, lorsqu'elles seront réduites par le frai de 5 % audessous des tolérances indiquées plus haut, ou lorsque leurs empreintes auront disparu.

Art. 5. Les pièces d'argent fabriquées dans les condition de l'article 4 auront cours légal entre les particuliers de l'Etat qui les a émises jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque payement. L'Etat qui les a mises en circulation les recevra de ses nationaux sans limitation de quantité.

Art. 6. Les caisses publiques de chacun des quatre Etats accepteront le monnaies d'argent fabbriquées par un ou plusieurs des autres Etats contractants conformément à l'article 4, jusqu'à concurrence de 100 francs pour chaque payement fait auxdites caisses.

Art. 7. Chacun des Gouvernements contractants s'engage a reprendre des particuliers ou des caisses publiques des autres Etats le monnaies d'appoint en argent qu'il a émises et à les échanger contre une égale valeur de monnaie courante en pièces d'or ou d'argent fabbriquées dans les conditions des articles 2 et 3, à condition que la somme présentée à l'échange ne sera pas inférieure à 100 francs. Cette obligation sera prolongée pendant une année à partir de l'expiration de la présente Convention.

Art. 8. Le monnayage des pièces d'or fabriquées dans les conditions de l'article 2, à l'exception de celui des pièces de 5 francs d'or qui demeure provisoirement suspendu, est libre pour chacun des Etats contractants.

Le monnayage des pièces de 5 francs d'argent est provisoirement suspendu. Il ne pourra être repris que lorsq'un accord unanime sera établi, à cet égard, entre tous les Etats contractants.

Toutefois, si l'un des Etats voulait reprendre la frappe libre des pièces de 5 francs d'argent, il en aurait la faculté, à la condition d'échanger ou de rembourser, pendant toute la durée de la présente Convention, en or et à vue, aux autres Pays contractants, sur leur demande, les pièces de 5 francs d'argent frappées à son effigie et circulant sur leur territoire. En outre, les autres Etats seraient libres de ne plus recevoir les écus de l'Etat qui reprendrait la frappe des dites pièces.

L'Etat qui voudra reprendre ce monnayage devra, au préalable, provoquer la réunion d'une conférence avec ces coassociés, pour régler les conditions de cette reprise, sans cependant que la faculté mentionnée au paragraphe precedent soit subordonnée à l'établissement d'un accord et sans que les conditions d'échange et de remboursement stipulées au même paragraphe puissent être modifiées.

A defaut d'entente et tout en conservant le bénédee des stipulations qui précédent vis-à-vis de l'Etat qui reprendrait la frappe libre des pièces de 5 francs d'argent, la Suisse se réserve la faculté de sortir de l'Union avant l'expiration de la présente Convention. Cette faculté est toutefois subordonnée à la double condition : 1° que, pendant quatre ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'article 14 et l'arrangement annexe ne seront pas applicables vis-à-vis des Etats qui n'auraient pas repris la frappe libre des pièces de 5 francs d'argent; et 2º que les monnaies d'argent desdits Etats continueront, pendant la même période, à circuler en Suisse conformément aux stipulations de la présente Convention. De son côté, la Suisse s'engage à ne pas reprendre, pendant la même période de quatre ans, la frappe libre des pièces de 5 francs d'argent.

Le Gouvernement fédéral suisse est autorisé à faire procéder à la refonte des anciennes émis-ions de pièces suisses de 5 francs d'argent jusqu'à concurrence de 10 millions de francs, mais à charge par lui d'opérer à ses frais le retrait des anciennes pièces.

Art. 9. Les Hautes Parties contractantes ne pourront émettre des pièces d'argent de 2 francs, de 1 franc, de 50 centimes et de 20 centimes frappées dans les conditions indiquées par l'article 4 que pour une valeur correspondant à 6 francs par habitant.

Ce chiffre, en tenant compte des derniers recensements effectués dans chaque Etat et de l'accroissement normal de la population, est flxé:

Pour la France, l'Algérie, et les colonies, à . 256,000,000/ 182,400,000 Pour l'Italie, à

Seront imputés sur les sommes ci dessus les quantités déjá émises jusqu'à ce jour par les Etats contractants.

Le Gouvernement italien est exceptionne!lement autorisé à faire fabriquer une somme de 20 millions en pièces divisionnaires d'argent, cette somme étant destinée à assurer le remplacement des anciennes monnaies par des pièces frappées dans le conditions de l'article 4 de la présente Convention.

Le Gouvernement fédéral suisse est autorisé, à titre exceptionnel, eu égard aux besoins de la population, à faire fabriquer une somme de 6 millions en pièces divisionnaires d'argent.

Le Gouvernement français est également autorisé, à titre exceptionnel, à procéder, jusqu'à concurrence de 8 millions de francs, à la refonte, en pièces divisionnaires d'argent, des monnaies pontificales précédemment retirées de la circulation.

Le millésime de fabrication sera inscrit, en conformité rigoureuse avec la date du monnayage, sur les pièces d'or et d'argent frappées dans les quatre Etats.

Art. 11. Le Gouvernement de la République française accepte la mission de centraliser tous les documents administratifs et statistiques relatifs aux émissions de monnaies, à la production et à la consommation des métaux précieux, à la circulation manétaire, à la contrefacon et à l'altération des monaies. Il les communiquera aux autres Gouvernements, et les Pays contractants aviseront de concert, s'il y a lieu, aux mesures propres à donner à ces renseignements toute l'exactitude désirable, comme à prévenir les contesaçons et altérations de monnaies et à en assurer la répression.

Art. 12. Toute demande d'accession à la présente Convention faite par un Etat qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union ne peut être accueillie que du consentement unanime des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci s'engagent à retirer ou à refuser le cours légal aux pièces d'argent de 5 francs des Etats ne faisant pas partie de l'Union. Ces pièces ne pourront être acceptées ni dans les caisses publiques, ni dans les banques d'émission.

Art. 13. La présente Convention, exécutoire à partir du 1er janvier 1886, restera en vigueur jusqu'au 1er janvier 1891.

Si, un an avant ce terme, elle n'a pas été dénoncée, elle sera prorogée de plein droit, d'année en année, par voie de tacite reconduction, et continuera d'être obligatoire pendant une année à partir du 1er janvier qui suivra la dénonciation.

Art. 14. — En cas de dénonciation de la présente Convention, chacun des Etats contractants sera tenu de reprendre les pièces de 5 francs en argent qu'il aurait émises et qui se trouveraient dans la circulation ou dans les caisses publiques des autres Etats, à charge de payer à ces Etats une somme égale à la valeur nominale des espèces reprises, le tout dans les conditions déterminées par un arrangement spécial qui demourera annexé à la présente Convention.

Art. 15. - La présente Convention sera ratifiée; les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt que faire se pourra et, au plus tard, le 30 décembre 1885.

En foi de quoi, les plenipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont opposé le cachet de leurs armes.

Fait, en quadruple expédition, à Paris, le 6 novembre 1885.

(L.S.) LUIGI LUZZATTI.

(L.S.) RANIERI SIMONELLI.

(L.S.) V. ELLENA.

(L.S) C. DE FREYCINET.

(L.S.) SADI-CARNOT.

(L.S) E. Duclerc.

(L.S.) J. MAGNIN.

(L.S.) C. A. CRIÉSIS.

(LS.) D. VLASTO.

(L.S.) LARDY.

(L.S.) C. CRAMER-FREY.

Arrangement relatif à l'exécution de l'article 14 de la Convention du 6 novembre 1885.

Les Gouvernements de France, de Grèce, d'Italie et de Suisse, voulant régler par un arrangement spécial l'exécution de la clause de liquidation insérée à l'article 14 de la Convention monétaire conclue entre eux à la date de ce jour, les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenu des dispositions suivantes:

Art. 1. Pendant l'année qui suivra l'expiration de la Convention, il sera procédé à l'échange respectif et au rapatriement des pièces de 5 francs d'argent pouvant exister en quantités équivalentes dans les divers Etats.

Art. 2. Les livraisons de numéraire ou de valeurs nécessitées par l'exécution du présent Arrangement seront operées:

En France, à Paris, Lion ou Marseille;

En Grèce, à Athènes;

En Italie, à Rome, Gênes, Milan ou Turin;

En Suisse, à Berne, Bâle, Genève ou Zurich.

Art. 3. Chacun des Etats contractants retirera de la circulation les pièces d'argent de 5 francs portant l'empreinte des autres Etats de l'Union. Ce retrait devra être achevé le 1^{ee} octobre de l'année qui suivra l'expiration de la présente Convention.

A partir de cette date, toutes les monnaies d'argent susmentionnées pourront être refusées par le caisses publiques ailleurs que dans leur pays d'origine. L'Etat qui continuerait à les admettre ne pourrait les recevoir que pour son propre compte, et non pour celui de l'Etat qui les aurait émises.

Le 15 janvier de l'année suivante, après la compensation operée, le compte des pièces retirées de la circulation sera arrêté par nationalité dans chacun des Etats et réciproquement notifié. Le solde, s'il en existe un à cette date, sera tenu par l'Etat détenteur à la disposition de l'Etat qui aura frappé les pièces. Celui-ci retirera ces pièces en les remboursant à leur valeur nominale.

Art. 4. Le remboursement stipulé dans l'article précédent se fera en or ou en pièces d'argent de 5 francs, frappées à l'empreinte de l'Etat créancier, ou en traites payables, dans cet Etat, soit avec les mêmes monnaies, soit avec des billets de banque y ayant cours légal.

Ce remboursement pourra être fractionnée en payements échellonnés de trois mois en trois mois, de telle sorte que le compte soit soldé dans un délai maximum de cinq ans à partir du jour de l'expiration de la Convention. Ces échéances pourront toujours être anticipées en totalité ou en partie.

Il sera bonissé, sur le montant des sommes à rembourser, 1 p. 0₁0 par an pendant les deuxième, troisième et quatrième années et 1 1₁2 p. 0₁0 pendant la cinquième année. Ces intérêts seront colculés à partir du 15 janvier, jour de l'arrété fixant le sold à retirer, et, en cas d'anticipation des échéances, ils subiront une diminution proportionnelle.

Art. 5. Tous les frais de transport, tant du solde des monnaies d'argent à rapatrier que des valeurs ou espèces destinées à en acquitter le prix, seront supportés par chaque Etat jusqu'à sa frontière.

Art. 6. En dérogation partielle aux dispositions qui précèdent et en vue de tenir compte de la situation exceptionnelle de la Suisse, il est convenu:

1. Que les pièces de 5 francs émises par la France et retirées de la circulation en Suisse seront remises par le Gouvernement fédéral au Gouvernement français, qui en effectuera le remboursement à la Suisse dans les conditions déterminées ci-après:

Le Gouvernemet français remboursera successivement à vue, en pièces suisses de 5 francs en argent ou en pièces d'or de 10 francs et au-dessus, frappées dans les conditions de la Convention, et cela dès le commencement de l'année qui suivra l'expiration de ladite Convention, tous les envois de pièces de 5 francs en argent émises par la France et rétirées de la circulation en Suisse, sous la réserve que le montant de chacun de ces envois ne sera pas inférieure à un million, ni supérieure à dix millions de francs. Le solde final pourra seul être inférieure à un million de francs.

Toutefois, les remboursements à effectuer en or par le Gouvernement français au Gouvernement fédéral pour le retrait des pièces françaises de 5 francs en argent ne pourront excéder la somme de 60 millions de francs:

2° Que les pièces d'argent de 5 francs émises par l'Italie et retirées de la circulation en Suisse seront remises par le Gouvernement fédéral au Gouvernement italien qui, dès le commencement de l'année qui suivra l'expiration de la Convention, les remboursera successivement à vue, en pièces suisses de 5 francs en argent et en pièces d'or de 10 francs et au-dessus frappées dans les conditions de ladite Convention, ou en traites à vue sur Berne, Bâle, Genève ou Zurich, payables dans les conditions prévues au paragraphe premier de l'article 4 du présent Arrangement. Le montant de chacun de ces envois de pièces italiennes de 5 francs en argent ne sera ni inférieur à 500,000 francs, sauf le réglement du solde final, ni supérieur à 2 millions de francs.

Les remboursements successifs à faire par le Gouvernement italien au Gouvernement fédéral devront, en règle générale, se composer, pour deux tiers au moins, de pièces d'or et de pièces suisses de 5 francs en argent, et, pour le reste, de traites, dans les conditions déterminées au paragraphe précédent. S'il est fait exception à cette règle, la proportion sera rétablie à l'occasion du remboursement suivant.

Toutefois, le Gouvernement italien ne pourra pas être tenu de rembourser en or ou en pièces suisses de 5 francs en argent au Gouvernement fédéral une somme totale supérieure à 20 millions, et le total des remboursements à effectuer en numeraire et en traites par le Gouvernement italien au Gouvernement fédéral pour l'ensemble de l'opération du rétrait et de l'échange des pièces italiennes de 5 francs en argent circulant en Suisse, ne devra pas excéder la somme de 30 millions de francs.

Art. 7. Le présent Arrangement serà ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, en même temps que celles de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre les quatre Etats.

En foi de quoi, les Soussignés ont signé le présent Arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en quadruple expédition, à Paris, le 6 novembre 1885.

Luigi Luzzatti. Ranieri Simonelli. V. Ellena.

C. DE FREYCINET. SADI-CARNOT.

E. Duclerc.

J. MAGNIN

C. A. Criésis.

D. VLASTO.

LARDY.

C. CRAMER-FREY.

DÉCLARATION.

1º Le Gouvernement hellènique, [se référant aux différentes tipulations de l'article 8 de la Convention monétaire en date de ce jour et désireux de donner, de son côte, à la durée de l'Union toutes les garanties en son pouvoir, prend l'engagement suivant:

Tant que le cours forcé sera maintenu en Grèce, le Gouvernement hellénique ne reprendra pas le libre monnayage de l'argent. Après la suppression du cours forcé, il ne reprendra pas le libre monnayage sans un accord préalable avec la France et l'Italie.

2º Le Gouvernement fêdéral suisse déclare que l'obligation, stipulée au second paragraphe de l'article 12 de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour, ne pourra être mise à exécution en Suisse que dans les limites de la législation fédérale sur les banques d'émission.

Il est donné acte de cette réserve au Gouvernement fédéral suisse. En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration, qui sera considérée comme approuvée et sanctionnée par les Governements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur la Convention monétaire à laquelle elle se rapporte.

Fait en quadruple expédition, à Paris, le 6 novembre 1885.

LUIGI LUZZATTI.
RANIERI SIMONELLI.
V. ELLENA.
C. DE FREYCINET.
SADI-CARNOT.
E. DUCLERC.
J. MAGNIN.
C. A. CRIÉSIS.
D. VLASTO.
LARDY.
C. CRANER-FREY.

Annexe A à la Convention monétaire du 6 novembre 1885.

Paris, le 31 octobre 1885.

Monsieur le Gouverneur,

Les négociations qui se poursuivent en ce moment en vue du renouvellement de l'Union latine m'imposent le devoir de réclamer, comme par le passé, le concours de la Banque de France pour assurer la circulation en France des monnaies de l'Union, et j'ai l'honneur de vous indiquer quelle serait, dans les vues du Gouvernement, la situation que la Banque devrait faire à ces monnaies.

La Banque s'engagerait à recevoir, conjointement avec les caisses publiques, les pièces de 5 francs de l'Union latine dans des conditions identiques à celles où elle reçoit les pièces d'argent françaises. Cet engagement serait pris pour la durée de la Convention qui se négocie en ce moment, durée déterminée par le premier paragraphe de l'article 13 du projet de Convention. A l'expiration de la Convention, la liquidation des pièces de 5 francs étrangères qui se trouveraient dans ses caisses s'effectuerait pour le compte de l'Etat.

Je vous prie de vouloir bien soumettre cette proposition au Conseil général de la Banque et me faire connaître la suite qu'elle vous paraît comporter.

Agréez, Monsieur D Geuverneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances, Signé: SADI CARNOT.

V. ELLENA.
C. DE FREYCINET.
SADI-CARNOT.
E. DUCLERC.
J. MAGNIN.
C. A. CRIÈSIS.
D. VLASTO.
LABDY.

Luigi Luzzatti.

BANIERI SIMONELLI.

Annexe B à la Convention monétaire du 6 novembre 1885.

Paris, le 6 novembre 1885.

C. CRAMER-FREY.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser à la date du 31 octobre dernier, et par laquelle vous m'informez que les négociations qui se poursuivent en ce moment, en vue du renouvellement de l'Union latine, vous imposent le devoir de réclamer, comme par le passé, le concours de la Banque de France pour as-

surer la circulation en France des monnaies de l'Union; vous m'in diquez quelle serait, dans les vues du Gouvernement, la situation que la Banque devrait faire à ces monnaies, et vous dites:

- « La Banque s'engagerait à recevoir, conjointement avec les caisses « publiques, les pièces de 5 francs de l'Union latine, dans des con-« ditions identiques a celles où elle reçoit les pièces d'argent fran-
- « çaises. Cet engagement serait pris pour la durée de la Convention
- « qui se négocie en ce moment, durée déterminée par le premier
- « paragraphe de l'article 13 du projet de Convention. A l'expiration
- « de la Convention, la liquidation des pièces de 5 francs étrangères « qui se trouveraient dans ses caisses s'effectuerait pour le compte « de l'Etat ».

J'ai l'honneur de vous informer que je me suis empressé, selon votre désir, de soumettre vos propositions au Conseil général de la Banque, qui les a acceptées sans aucune modification et m'a autorisé à porter cette décision à votre connaissance.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Viceprésident du Sénat,

Gouverneur de la Banque de France,

Signé: J. MAGNIN.

LUIGI LUZZATTI.
RANIERI SIMONELLI.
V. ELLENA.
C. DE FREYCINET.
SADI-CARNOT.
E. DUCLERC.
J. MAGNIN.
C. A. CRIÉSIS.
D. VLASTO.
LARDY.
C. GRAMER-FREY.

PROTOCOLE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention monétaire conclue à la date de ce jour entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, les Plénipotentiaires soussignés du Président de la République française, de S. M. le Roi des Hellènes, de S. M. le Roi d'Italie et du Conseil fédéral de la Confédération suisse ont, au nom de leurs Gouvernements respectifs, décidé et arrêté ce qui suit:

Dans le cas où la Belgique n'adhérerait pas à la Convention monétaire signée à la date de ce jour entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve, si elle le juge nécessaire dans l'intérêt de ses nationaux, la faculté d'admettre dans les caisses publiques et de recevoir dans les banques d'émission les pièces belges de 5 francs en argent, pendant un délai maximum de trois mois à dater de l'expiration de la Convention du 5 novembre 1878.

Il est également entendu que, pour le rapatriement desdites pièces, par la voie naturelle des échanges, chacune des Hautes Parties contractantes conserve sa pleine et entière liberté d'action.

Au cas où l'un des Gouvernements de l'Union, soit directement, soit par l'intermédiaire des banques d'émission, ferait un arrangement avec le Gouvernement belge ou avec la Banque nationale de Belgique, pour le rapatriement des pièces belges de 5 francs en argent, cet arrangement devrait être présenté à l'acceptation des autres Etats de l'Union. A défaut d'accord, les autres Etats de l'Union auront, vis-à-vis de l'Etat qui aurait conclu l'arrangement dont il s'agit, le droit d'option entre ledit arrangement et la clause de liquidation stipulée à l'article 14 de la Convention monétaire signée à la date de ce jour.

Le présent Protocole sera considére comme approuvé et sanctionné par les Gouvernements respectifs, sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications sur la Convention monétaire à laquelle il se rapporte.

Fait à Paris, en quadruple expédition, le 6 novembre 1885.

LUIGI LUZZATTI.
RANIERI SIMONELLI.
V. ELLENA.
C. DE FREYCINET.
SADI-CARNOT.
E. DUCLERC.
J. MAGNIN.
C. A. CRIÉSIS.
D. VLASTO.
LARDY.
C. CRAMER-FREY.

ACTE ADDITIONNEL à la Convention monétaire signée le 6 novembre 1885 entre l'Italie, la France, la Grèce et la Suisse.

Les Gouvernements signataires de la Convention monétaire, conclue à Paris le 6 novembre 1885, ayant entendu laisser à la Belgique la faculté d'entrer de nouveau comme Partie contractante dans l'Union reconstituée par cette Convention, et le Gouvernement Belge désirant profiter de cette faculté,

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1. — Le Gouvernement Belge adhére à la Convention monétaire signée à Paris le 6 novembre 1885 entre la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, ainsi qu'à la Déclaration et à l'Arrangement qui y sont annexés.

De leur côté, les gouvernements de la France, de la Grèce, de l'Italie et de la Suisse prennent acte de l'adhésion du gouvernement belge et y donnent leur assentiment.

Art 2. — La Banque Nationale de Belgique recevra les pièces d'argent de 5 francs des pays de l'Union dans des conditions identiques à celles où elle reçoit les pièces belges de 5 francs d'argent, pendant la durée de la Convention, telle qu'elle est déterminée, pour la Banque de France, par l'article 3 de la Convention.

Art 3. — Le contingent des pièces d'argent de 2 fr., de 1 fr., de 0 fr. 50 centimes et de 0 fr. 20 centimes, qui peuvent être frappées et émises par la Belgique dans les conditions des articles 4 et 9 de la Convention, est fixé à 35,800,000 fr. Seront imputées sur cette somme les quantités déjà émises jusqu'à ce jour par le gouvernement belge. Exceptionnellement, la Belgique est autorisée à frapper des monnaies de ces catégories jusqu'à concurrence de 5 millions de francs, au moyen de pièces de 5 francs d'argent qu'elle refondrait.

Art. 4. — Par dérogation partielle aux stipulations des articles 3 et 4 de l'Arrangement annexé à la Convention du 6 novembre, sont arrêtées les dispositions transactionnelles suivantes:

Si à la date du 15 janvier, indiquée au paragraphe 3 de l'art. 3 du dit Arrangement, le Gouvernement Français se trouve, aprés la ompensation opérée, détenteur d'un solde de pièces belges de 5 francs d'argent, ce solde sera divisé en deux parties égales.

Le Gouvernement Belge sera tenu au remboursement de la moitié de ce solde conformément à l'art. 4 de l'Arrangement.

Il s'engage à n'apporter à son régime monétaire aucun changement qui pourrait entraver le rapatriement de l'autre moitié par la voie du commerce et des échanges. Cet engagement aura une durée de cinq ans à partir de l'expiration de l'Union. La Belgique pourra y mettre fin en acceptant l'obligation de rembourser cette seconde moitié dans les conditions prévues par l'art. 4 de l'Arrangement. Dons tous les cas, le Gouverment Belge se réserve la faculté d'apporter à sa législation monétaire les changements qui seraient introduits dans la légistation monétaire française.

Le Gouvernement Belge garantit que solde ne dépassera pas 200

millions de francs. S'il y avait un excédent, il serait remboursé dans les conditions prévues par l'art. 4 de l'Arrangement.

Dans le cas où le Gouvernement Belge se trouverait, au contraire, lors de la dissolution de l'Union, détenteur d'un solde de pièces françaises de 5 francs en argent, le Gouvernement Français se réserve la faculté de réclamer de la Belgique l'application des dispositions stipulées au présent article.

Art. 5. — Les Gouvernements Français et Italien se réservent la faculté de réclamer l'application des dispositions stipulées à l'article précédent pour le réglement de leurs comptes réciproques, au moment de la dissolution de l'Union, le maximum du solde étant fixé entre eux au même chiffre de 200 millions de francs.

Art. 6. — La Belgique s'engage à rembourser à la Suisse successivement, à vue, en pièces suisses de 5 francs en argent ou en pièces d'or de 10 francs et au-dessus, frappées dans les conditions de la Convention, et cela dès le commencement de l'année qui suivrà l'expiration de ladite Convention, tous les envois de pièces de 5 francs en argent émises par la Belgique, et retirées de la circulation en Suisse. Le montant de chacun de ces envois ne sera pas inferieur à un million, ni superieur à deux millions de francs; le solde final pourra seul être inferieur à un million de francs. Toutefois, les remboursements à effectuer en or ou en pièces suisses de 5 francs en argent par le gouvernement belge au gouvernement fédéral suisse pour le retrait des pièces belges de 5 francs en argent, ne pourront excéder la somme de 6 millions de francs.

Si le solde à liquider excédait la somme de 6 millions de francs, la Belgique s'engage à n'apporter à son régime monétaire aucun changement de nature à entraver le rapatriement dudit excédent par la voie du commerce ou des échanges, et cela pendant une période de cinq ans à partir de l'expiration de l'Union, ou pendant telle période qui sera convenue entre la France et la Belgique dans ce même but.

Art. 7. — En cas de dissolution de l'Union, les livraisons de numéraire ou de valeurs à opérer, pour l'exécution de l'Arrangement annexé à la Convention du 6 novembre, s'effectueront en France: à Paris, Lille, Lyon ou Marseille; en Belgique: à Bruxelles ou à Anvers.

Art. 8. — Le présent Acte additionnel à la Convention monétaire du 6 novembre 1885 sera ratifié, et les ratifications en seront échangées a Paris en même temps que celles de ladite Convention.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Acte et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en cinq exemplaires, le 12 décembre 1885.

Signés — (L. S.) L. F. Menabrea. (L. S.) Beyens. (L. S.) C. De Freycinet. (L. S.) C. A. Criésis. (L. S.) Lardy.

Annexé à l'Acte additionnel à la Convention monétaire signée le 6 novembre 1885, portant la date du 12 décembre 1885.

Au moment de procéder, entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, à la signature de l'acte additionnel à la Convention monétaire conclue, le 6 novembre 1885, le Plénipotentiaire soussigné de sa Majesté le Roi des Hellènes déclare que son Gouvernement se réserve de demander, en faveur de la Grèce, lorsque le cours forcé sera aboli dans ce Pays, l'application proportionnelle des dispositions stipulées entre la France et la Belgique dans ledit acte additionnel, pour le réglement de leurs comptes réciproques, lors de la dissolution de l'Union.

Il est donné acte de cette réserve par les Plénipotentiaires soussignés de Belgique, de France, d'Italie et de Suisse.

Fait à Paris en cinq expeditions, le 12 décembre 1885.

Signés — L. F. Menabrea.
Beyens.
C. De Freycinet.
C. A. Criésis.
Lardy.

Il Numero 3586 (Serie 3ª) della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

UMBERTOI

per grazia di Dio e per volontà della Nazione RE D'ITALIA

Vedute le leggi 6 luglio 1875, n. 2583 e 23 luglio 1881, n. 338 (Serie 3^a);

Veduto il Nostro decreto in data 17 novembre 1884, n. 2779, col quale fu stabilito che la 3ª quota relativa all'anno 1883 delle obbligazioni per la seconda serie dei lavori del Tevere dovesse avere la decorrenza degli interessi dal 1º luglio 1884;

Veduta la legge 28 giugno 1885, n. 3172, che approvò il bilancio di previsione della spesa del Tesoro per l'esercizio finanziario 1885-86;

Sulla proposizione del Nostro Ministro delle Finanze, interim del Tesoro;

Abbiamo decretato e decretiamo:

- Art. 1. Le obbligazioni per la 3ª quota della seconda serie dei lavori del Tevere avranno la decorrenza degli interessi dal 1º luglio 1885.
- Art. 2. L'ammortamento delle obbligazioni suddette incomincierà nell'anno 1885, e la la rata d'estinzione verrà pagata insieme alla cedola d'interessi scadente al lo gennaio 1886.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 dicembre 1885.

UMBERTO.

A. Magliani.

Visto, Il Guardasigilli: TAIANI.

IL MINISTRO DEL TESORO

Veduto Part. 5 della legge 27 maggio 1875, n. 2779 (Serie 2^a), per la istituzione delle Casse postali di risparmio;

Veduto il parere del Consiglio permanente di amministrazione presso la Cassa Depositi e Prestiti in data 16 corrente dicembre e quello della Commissione parlamentare di vigilanza in data 23 del mese predetto:

Di accordo col Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Determina :

L'interesse da corrispondersi, per l'anno 1886, sulle somme depositate nelle Casse postali di risparmio è mantenuto nel saggio già determinato per l'anno 1885, del 3 50 per cento al netto della ritenuta per imposta di ricchezza mobile, corrispondente a lire 4 0498 per cento al lordo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella Gazzetta Ufficiale del Regno.

Dato a Roma, il 29 dicembre 1885.

Il Ministro: A. MAGLIANI.



IL MINISTRO DEL TESORO,

Veduti gli articoli 11 e 17 della legge 17 maggio 1863, n. 1270 (serie 1ª);

Veduta la legge 27 maggio 1875, n. 2779 (serie 2ª);

Veduto il regolamento approvato col R. decreto 9 dicembre 1875, n. 2802 (serie 2ª);

Veduto il parere emesso dal Consiglio permanente di amministrazione della Cassa dei Depositi e Prestiti in data 16 dicembre 1885, e quello della Commissione parlamentare di vigilanza in data del 23 dello stesse mese;

Considerata la pubblica utilità di mantenere anche per l'anno 1886 un saggio eccezionale d'interesse per i prestiti che si concedono per opere di risanamento igionico,

Determina:

Art. 1. L'interesse da corrispondersi durante l'anno 1886 suile somme depositate alla Cassa Depositi e Prestiti è mantenuto nel saggio già determinato per l'anno 1885, e cicè:

1º nella misura di lire 4,6284 per cento lordo, e del 4 per cento al netto della ritenuta per imposta di ricchezza mobile, per i depositi di premio di riassoldamento e surrogazione nell'armata di mare e per quelli della stessa specie riflettenti l'esercito, che si trovano ancora esistenti;

2º nella ragione di lire 4,0498 per cento al lordo e del 3.50 per cento al netto come sopra:

- a) pei depositi volontari dei privati, dei corpi morali ${\bf e}$ dei pubblici stabilimenti;
- b) pei depositi di affrancazione d'annualità, prestazioni, canoni ecc. :
- e) pei depositi di cauzione di contabili, impresari, affittuari e simili:

3º nella ragione di lire 3,0084 per cento al lordo e del 2 60 per cento al netto come sopra, pei depositi obbligatori, giudiziari ed amministrativi.

Art. 2. L'interesse sulle somme che la Cassa darà a prestito alle provincie, ai comuni ed ai loro consorzi durante l'anno 1886 è fissato nella ragione del 5 1/4 per cento, salvo a mantenere i saggi di originaria concessione, quando trattasi di trasformazione di prestiti concessi a tutto l'anno 1885, in quanto il tasso d'interesse fosse superiore al 5 1/4 per cento.

È stabilito il saggio eccezionale del 4 1/2 per cento per i soli prestiti che si concederanno per opere e lavori che con decreti del Ministro dell'Interno saranno riconosciuti e dichiarati urgenti per imprescindibili motivi igienici e per necessaria tutela della salute pubblica.

Il Direttore generale del Debito Pubblico, amministratore della Cassa dei Depositi e Prestiti, è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei Conti e pubblicato nella Gazzetta Ufficiale dei Regno.

Dato a Roma, addì 29 dicembre 1885.

It Ministro: A. MAGLIANI.

NOMINE, PROMOZIONI E DISPOSIZIONI

Disposizioni fatte nel personale dipendente dal Ministero della Guerra:

Con R. decreto del 10 dicembre 1885:

Sanguino Giuseppe, tenenie di fanteria in servizio ausiliario, collocato a riposo, per sua domanda, ed inscritto nella riserza col grado di capitano.

Con RR. decreti del 6 dicembre 1885:

I seguenti ufficiali di complemento dell'esercito permanente sono ascritti in tale qualità alla milizia mobile:

Francesetti Di Mezzenile conte Agostino, tenente 2 granatiori. Bachi Agostino, id. 4 bersaglieri.

Scichilone Salvatore, id. 2 bersaglieri. onseca Michelangelo, id. 1 id. Barberis Ettore, id. 78 fanteria. Lupi Biagio, id. 65 id. Robotti Francesco, id. 6 bersaglieri. Di Napoli Giuseppe, id. 2 fanteria. Montanini Giuseppe, id. 2 bersaglieri. Alli Maccarani Giuseppe, sottotenente 20 fanteria. Bertini Bertino, id. 35 id. Boidi Secondo, id. 2 granatieri. Cogliati Enrico, id. 2 bersaglieri. Mona Francesco, id. 36 fanteria. llari Gaetano, id. 70 id. Di Cagno Vito, id. 63 id. Indelicato Salvatore, id. 46 id. Dall'Olio Gustavo, id 2 bersaglieri. Natoli Vincenzo, id. 43 fanteria. Gurgo Carlo, id. 27 id. Altobelli Domenico, id. 26 id. Costa Andrea, id. 11 id. Portaccio Giuseppe, id. 35 id. Salicone Gaetano, id. 26 id. Bottino Giuseppe, id. 13 id. Laterza Giovanni, id. 64 id. Franza Giuseppe, id. 21 id. Caldarelli Gabriele, id. 51 id. Reinhold Lodovico, id. 5 alpini. De Vera D'Aragona Luigi, id. 21 fanteria. Comenale Domenico, id. 53 id. Prayer Galletti Alfonso, id. 23 id. Vallone Beniamino, id. 25 id. Orio Antonio, id. 7 id. Balbi Viecha Antonio, id. 10 bersaglieri. Guida Giuseppe, id. 37 fanteria. Gianni Ansano, id. 4 bersaglieri. Levi Davide, id. 52 fanteria. Gallisai Priamo, id. 73 id. Somaini Giuseppe, id. 21 id. Cartechini Alfonso, id. 50 id. Bordolli Giovanni, id. 51 id. Cavazzocca Alberto, id. 67 id. Lo Bianco Francesco, id. 52 id. Filippi Gio. Battista. id. 6 alpini. Truffi Carlo, id. 6 fanteria. De Cesaris Cesare, id. 44 id. Colombo Giuseppe, id. 20 id. Finzi Achille, id. 1 granatieri. Visconti Amilcare, id. 35 fanteria. Colombo Virgilio, id. 19 id. Del Pezzo Vincenzo, id. 14 id. Ciriminna Alberto, id. 67 id. Restagno Giuseppe, id. 3 bersaglieri. Sciorelli Michelangelo, id. 2 alpini. Turri Stefano, sottotenenti 10 fanteria Bassani Francesco, id. 57 id. Iemina Gio. Battista, id. 3 alpini. Spinelli Giuseppe, id. 3 bersaglieri. Cogliati Adolfo, id. 47 fanteria. Epifani Giuseppe, id. 28 id. Cavalieri Giuseppe, id. 2 bersaglieri. Urbani Temistocle, id. 5 id Frezza Alfonso, id. 36 fanteria. Porrati Gio. Battista, id. 3 bersaglieri. Oneglia Erasmo, id. 26 fanteria. Rusconi Arturo, id. 59 id. Rossetti Antonio, id. 34 id.

Mogliazza Virginio, id. 2 granatieri.

Imperato Ciro, id. 34 fanteria. Cattaneo Rinaldo, id. 44 id. Daverio Gaetano, id. 77 id. Zanelli Giovanni, id. 74 id. Loria Giovanni, id. 91 id. Cicutti Antonio, id. 82 id. Buttiglione Vito, id. 94 id. Hercolani princ. Filippo, tenente reggimento cavalleria Milano (7º). Compagnoni-Floriani Giovanni, id. id. Roma (20°). Caracciolo-Stella Carlo, sottotenente id. Nizza (16). Lucifero Alfonso, id. id. Milano (7º). Pepe Alfredo, id. id. Genova (40). Beato Alfonso, id. id. Piemonte Reale (2º). Rostagno Fortunato, id. id. Piacenza (180). Sava Arturo, id. id. Milnno (70). Beneventano Del Bosco Ernesto, id. id. Caserta (17%). Nicolini Giuseppe, id. id. Padova (21°). Rossi Dionigi, id. id. Monferrato (130). Travaglini Davide, tenente veterinario 3 artiglieria. Aruch Eugenio, sottotenente veterinario 6 id. Santicchi Belisario, sottotenente veterinario regg. cavall. Firenze (9°). Girotti Filippo, id. 6 artiglieria. Stramazzi Lodovico, id. regg. cavalleria (20°). Mazzolini Ermogene, id. Lodi (150). Maccapani Giovanni, id. Milano (7º). Campanile Raffaele, tenente 3 genio. Bocchi Leonida, sottotenente 2 id. Giacchetti Alessandro, id. 2 id. Lodi Luigi, id. 2 id. Persiani Alessandro, id. 2 id. Pinchetti Tito, id. 1 id. Sacerdote Giuseppe, id. 1 id. De Sanctis Zaffirino, id. 2 id. Giordano Elpidio, id. 2 id. Viale Gaspare tenente milizia mobile 2 genio, cessa, per ragione di età, d'appartenere alla milizia mobile. Roncetti Gioacchino, sottotenente di complemento di milizia mobile 3 genio, cessa, per ragione d'età, di appartenere alla milizia mobile ed è inscritto, per sua domanda, nella riserva. I sottoindicati ufficiali di fanteria della milizia mobile cessano, per ragione di età, di appartenere alla milizia stessa e sono inscritti nella riserva dietro loro domanda. Crociani Sebastiano, capitano. Menicucci Domenico, capitano. De Giuli Enrico, capitano. Cardone cav. Tommaso, capitano. Ristori Carlo, capitano. Viaggio Pietro, capitano. Olivieri Eugenio, tenente. Potrich Michele, tenente. Betti Oreste, tenente. Carpinello Giuseppe, tenente. Marenchino Giovanni, tenente. Mugnaini Raffaele tenente. Pregheffi Adolfo, tenente. Manca Salvatore, tenente. Fresia Paolo, tenente. Trombetta Eustacchio, tenente. Fevrier Luigi, tenente. Conti Giuseppe, tenente. Raballo Giuseppe, tenente. Volpe Davide, tenente. Passoni Antonio, tenente. Barla Remigio, tenente. Davier Giovanni Pietro, tenente. Facchinutti Luigi, sottotenente.

Gaviraghi Giovanni, sottotenente.

Spini Pietro, sottotenente.

Vulpes Salvatore, sottotenente, cessa, per ragione di età, di appartenere alla milizia mobile.

Sequi-Tola Domenico, sottotenente di complemento, dimissionato, per sua domanda.

I sottoindicati ufficiali di complemento, ascritti alla milizia mobile, sono tolti, per ragione di età, dal ruolo degli ufficiali di complemento ed inscritti nella riserva, dietro loro domanda.

Fazzini Angelo, sottotenente.

D'Ambrosio Francesco, sottotenente.

Bozzoli Domenico, sottotenente.

Del Moro Nazzareno, sottotenente.

Moffa Paolo, sottotenente.

Viotti Carlo, sottotenente.

Lomellini Giovanni, tenente reggimento cavalleria Piacenza.

Natta Francesco, id. id. Montebello (8°).

Valdonio Andrea, sottotenente veterinario.

I sottoindicati ufficiali di complemento, ascritti alla milizia mobile, sono tolti, per ragione di età, dal ruolo degli ufficiali di complemento: Giordano Emilio, capitano.

Vola Bartolomeo, tenente.

Gramegna Luigi, tenente.

Omodei Giuseppe, sottotenente.

Monsello Giacomo, sottotenente.

Boscero Rocco, sottotenente.

Amatucci Stanislao, tenente cavalleria.

Mauri-Mori nob. Giovanni, tenente.

Perrone-Capano Mario, teuente.

Con RR. decreti del 10 dicembre 1885:

Fumagalli Edoardo, tenenle milizia mobile, dimissionato, per sua domanda.

Con RR. decreti del 6 dicembre 1885:

Papa Domenico, maggiore, cessa, per età, di appartenere alla milizla territoriale conservando l'onore dell'uniforme.

Paolucci Romolo, id., id. id.

Deleuse cav. Agostino, id., id. id.

Calvi Antonio, id., id. id.

Tardani Francesco, id., id. id.

Peregallo Francesco, capitano fanteria, id. id.

Ximenes Carlo, id. id., id. id.

Moschini Apelle, id. id., id. id.

De Sinno Pietro, id. id., id. id.

Nuti Tommaso, id. id., id. id.

D'Ascoli Luigi, id. id, id. id.

Di Flora Vincenzo, tenente, id. id.

Facchini Didaco, capitano medico, id. id.

Ozano Clemente, capitano contabile, id. id.

Sonzogno Antonio, tenente di fanteria della milizia territoriale 53 battaglione, distretto Lecco, dimissionato per sua domanda.

BOLLETTINO N. 50

SULLO STATO SANITARIO DEL BESTIAME NEL REGNO D'ITALIA dal 7 al 13 dicembre 1885.

Regione I. - Piemonte.

Torino — Carbonchio sintomatico: 2 bovini, morti, a Pinerolo. Alessandria — Carbonchio essenziale: 1 bovino, morto ad Asti.

Regione II. - Lombardia.

Bergamo - Afta epizootica: 10 a Romano.

Brescia — Id.: 16 bovini a Milzanello, 3 a Gargnano.

Cremona - Id: 5 bovini ad Ossolaro.

Regione III. — Veneto.

Verona - Carbonchio: 1 bovino, morto, a Caprino.

Treviso — Asta epizootica: 5 a Carbonera.

Rovigo - Id.: 9 bovini a Melara.

REGIONE V. - Emilia.

Piacenza — Afta epizootica: 17 bovini tra Castelvetro, San Pietro e S. Giorgio.

Parma — Pleuropneumonite essudativa contagiosa: 1, letale, a San Pancrazio.

Modena — Afta epizootica: 5 a Mirandola.

Carbonchio essenziale: 4, letali, a Mirandola.

Bologna - Afta epizootica: 12 bovini a Crespellano.

REGIONE VI. - Marche ed Umbria.

Ancona — Afta epizootica: 12 bovini ad Ostravetere.

REGIONE VII. - Toscana.

Firenze — Un caso sospetto di affezione morvofarcinosa.

REGIONE IX. - Meridionale Adriatica.

Bari - Carbonchio: 1 a Turi.

Roma, addì 26 dicembre 1885.

Dal Ministero dell'Interno.

Il Direttore Capo della V Divisione
CASANOVA.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Il Journal de Saint-Pétersbourg pubblica la seguente nota:

« Ora che è cessata od almeno sospesa la lotta colle armi, la rivoluzione del 18 settembre ritorna nel dominio dell'azione europea. È da sperarsi che questo sia meno sterile che non lo fu alla Conferenza di Berlino. Si conoscono le ragioni di questa sterilità. La situazione non è più la stessa. È lecito dunque sperare che i risultati saranno ora affatto diversi, e che la pace dell'Oriente sarà mantenuta con successo. »

Non è difficile di leggere tra le lince, osserva la Neue Freie Presse, prendendo atto di questa nota, che anche a Pietroburgo si viene preparando un cambiamento. Certo è cosa che sorprende che il Journal de St-Petersbourg non abbia fatto neppur cenno, fino ad ora, dell'ordine del giorno in cui il principe Alessandro ha celebrato i meriti della Russia nei successi dei bulgari; ma a Pietroburgo prevale l'opinione che non si debba trarne dei pronostici sfavorevoli circa all'atteggiamento della Russia nella questione rumeliota.

L'Agenzia Havas pubblica il seguente dispaccio, in data Varna 27 dicembre:

- « La lunga data fissata per il termine dell'armistizio ha prodotto una impressione sfavorevole alla Porta, che vi vede il desiderio che hanno alcune potenze di ritardare la soluzione, per riescire ad un accomodamento contrario alle vedute della Turchia.
- « Epperò la Porta ha inviato, per telegrafo, il 23 dicembre una nuova circolare in cui segnala le condizioni precarie della Rumelia, l'inquietudine degli animi ed i sacrifici pecuniari che le saranno imposti dal prolungarsi della crisi; essa insiste nuovamente perchè le potenze si accordino allo scopo di porre un termine alla crisi il più presto possibile.
- « Una Conferenza si riunirà dunque probabilmente tra una ventina di giorni, dietro domanda della Porta.
- « Nei circoli diplomatici si crede invece che la durata dell'armistizio sia stata prolungata appunto per permettere alla Turchia di accordarsi direttamente col principe Alessandro.
 - « Corre voce, d'altra parte, che Madjid pascià sia stato incaricato

di negoziare un accordo diretto; esso avrebbe anzi avuto recentemente col principe Alessandro una conferenza, dalla quale avrebbe tratto il miglior augurio. Esso comunicò brevemente per telegrafo alla Porta l'impressione che riportò dalla conferenza, annunziando lo invio di un rapporto più particolareggiato. »

Scrivono da Sofia alla Gazzetta di Ungheria che il principe Alessandro distinse in modo speciale il battaglione formato dalle comunità israelitiche del principato. Egli stesso volle decorare il comandante, luogotenente Misraschi, della medaglia d'oro al coraggio militare, e rivolse queste parole alla piccola truppa:

« I vostri eroici camerati caduti sui campi di battaglia hanno dimostrato di essere i degni discendenti dei Maccabei, e voi stessi, nelle battaglie di Slivnitza, di Dragoman e di Pirot, provaste che, per coraggio ed affetto alla patria, voi eguagliate il glorioso esercito bulgaro. »

Il battaglione israelitico, composto di 500 nomini, perdette il quario dei suoi combattenti a Slivnitza, altri 85 caddero in altri scontri, ϵ d ora non conta più che 250 nomini.

Il signor Vincent Caillard ha recentemente presentato al gran visir, in nome dell'amministrazione del Debito pubblico, un piano per il re golamento del debito della Bulgaria verso il Tesoro ottomano.

Il piano proposto fa riflettere anzi tutto che il principato di Bulgaria non ha pagato finora neppure un soldo a deduzione del tributo dovuto alla Porta, nè della parte del debito pubblico ottomano che le è stato imposto col trattato di Berlino.

Il signor Vincent Caillard propone alla Porta, allo scopo di climinare tutte le complicazioni future, di esigere dal principato il versamento, una volta tanto, di una somma rotonda, a saldo non solo del tributo e della parte del debito ottomano, ma altresì di ciò che è dovuto al Tesoro imperiale dalla Rumelia orientale.

Si tratterebbe di una somma di 2,667,240 lire turche.

Si telegrafa da Nuova York, 25 dicembre, ai giornali inglesi che la Convenzione della Lega irlandese che doveva riunirsi a Chicago nel prossimo gennaio, è stata prorogata per l'impossibilità in cui si trova il signor Parnell d'intervenirvi.

- « Da qualche giorno, aggiunge il telegramma, abbondano le soscrizioni al fondo irlandese destinato a permettere al signor Parnell di retribuire i membri parlamentari del suo partito o di fare le spese di nuove elezioni se queste dovessero aver luogo.
- « Il Sun, di Nuova York, annunzia che una sottoscrizione è aperta nei suoi uffici a beneficio del fondo Parnell »

Si telegrafa da Londra, 28 dicembre, all'Agenzia Havas correre voce in quella città che la Camera dei comuni non verrà prorogata. Dicesi che dopo l'elezione del presidente e la prestazione del giuramento da parte dei deputati, cioè a dire subito che la Camera sarà costituita, incomincierà la sessione.

La Politische Correspondenz ha ricevuto da Alessandria il testo del proclama pubblicato da Abdullah, il successore del mahdi, prima di entrare in campagna. Il proclama suona come appresso:

- « Salute d'Abdullah, servo dell'Onnipossente e capo dei credenti agli abitanti del Sudan che credono nel profeta ed osservano rigorosamente te sue leggi! Che Iddio vi benedica e vi protegga!
- « Voi tutti sapete che l'ultimo inviato del profeta, Mohamed-Achmed, prima di abbandonare questo mondo, ha designato me, suo indegno servo, a suo successore, e mi ha ordinato di continuare la lotta contro gli infedeli fino a che siano totalmente annientati e non ne resti uno solo ne al Sudan, ne in Egitto.
- « E giunto intanto il tempo di compiere questa missione affinchè Iddio, il suo profeta e il suo mahdi possano benedire il loro servo e

colmarlo dei loro favori. Cingetevi le reni, vòi i veri credenti, prendete le vostre armi, abbandonate i vostri cavalli, i vostri campi, le vostre greggi ed andate a combattere gli infedeli ed i suoi alleati.

- « Il profeta ha diecimila angeli che combatteranno al vostro lato ed il nemico sarà sterminato. Se perirete nella lotta, sarete ricevuti nel giardino di Dio, ove vedrete il profeta istesso.
- « Insorgete contro gli infedeli, non temete nè i loro fucili, nè i loro cannoni. Che cosa possono essi contro Dio e il suo profeta? Dio è con noi e Satana è coi nostri nemici, che saranno colpiti da cecità fino a che non saranno annientati »
- Il Temps di Parigi pubblica il seguente telegramma da Madrid, 28 dicembre:
- « Sono autorizzato ad annunziare che, ad avviso del governo, l'ultima amnistia deve essere applicata anche a beneficio di Ruiz Zorilla, e che esso non solo può ritornare in Ispagna, ma nelle alte regioni si sarebbe lieti di vederlo riprendere un posto nella politica attiva e portarsi candidato nelle prossime elezioni legislative.
- « L'Inghilterra ha aderito alla Convenzione ispano-tedesca, che consacra la sovranità della Spagna sulle isole Caroline e le Palaos. Fra pochi giorni verrà firmato dai gabinetti di Londra e di Madrid un trattato, a termini del quale saranno concessi al commercio inglese gli stessi vantaggi che sono accordati al commercio tedesco.
- « Il ministro delle finanze, signor Camacho, domanderà alle Cortes, immediatamente dopo la cerimonia del giuramento della reggente, la facoltà di sospendere la legge sul dazio consumo, quella di ristabilire l'antica amministrazione del Tesoro in provincia, quella di modificare certe disposizioni della legge sul bollo e, finalmente, quella di prorogare per un anno il regime amministrativo delle provincie basche. Soltanto nel maggio prossimo, dopo le elezioni, il signor Camacho farà conoscere i suoi progetti finanziari, fra i quali figura la vendita delle foreste dello Stato e dei Comuni.

I giornali di Berlino pubblicano delle notizie positive relativamente al progetto di monopolio sulle bevande alcooliche che verrà presentato al Parlamento germanico. I detti giornali annunziano che si tratta non del monopolio della fabbricazione, ma del monopolio della rivendita per porre un rimedio al vizio dell'ubbriachezza.

- « Il governo imperiale, scrive in proposito l'Indépendance belge, ponendosi su questo terreno, imprende una riforma colla quale spera di ottenere la simpatia, se non del paese, almeno del partito conservatore. Evidentemente questa riforma, così limitata, sarà più razionale dell'introduzione del monopolio dei tabacchi; se avesse compreso la fabbricazione stessa; essa avrebbe provocato la rovina di un gran numero di fabbricanti e di operai; il tesoro germanico non sarebbe stato mai in grado di indennizzare tutti coloro ai quali voleva togliere una sorgente di beneficio o di salario.
- « La grande questione è di sapere come si farà l'acquisto delle bevande alcooliche che il governo dovrà rivendere. È su questo terreno che si impegnerà la discussione I grandi proprietari che seggono sui banchi del partito conservatore e del partito ultramontano hanno accolto il primo annunzio del progetto con viva soddisfazione. Essi sperano che il governo farà le sue provvigioni nelle grandi distillerie. Il maggior numero dei deputati del centro ultramontano, per ispirito d'opposizione non sembra disposto a votare in favore del monopolio, come non sembrano punto disposti i deputati progressisti. Il principale argomento degli oppositori si fonderà su ciò che il governo non ha altro in vista che di dare un premio alla grande distilleria. Il governo s'attendeva questa obbiezione che non era, del resto senza fondamento, giacchè si annunzia che il ministro delle Finanze del granducato di Baden, nelle conferenze che ebbe col suo collega di Prussia, ha dovuto concedere che i piccoli distillatori del granducato saranno i fornitori del fisco divenuto rivenditore.
- «Quanto ai nazionali liberali, essi sono decisamente guadagnati con questa concessione. Però bisogna notare che i membri di questo partito hanno votato in gran numero contro il monopolio dei tabacchi.

« Insomma, è probabile che il progetto divenga legge per la Germania. Se si conferma che il governo vuol dare delle garanzie serie a coloro che reclamano per le piccole distillerie agricole un trattamento equo ed anche più favorevole di quello accordato alla grande industria, e se, d'altra parte, si considera lo scopo morale piuttostochè il lato economico della questione, è lecito conchiudere che il progetto troverà probabilmente presso il Parlamento un'accoglienza migliore che non si credeva fino ad ora. »

I giornali viennesi annunziano che i conti Apponyi e Karolyi, i capi del partito agrario ungherese, si recheranno prossimamente a Berlino per conferire col principe di Bismarck sulla questione doganale.

Togliamo dal messaggio del presidente degli Stati Uniti al Congresso, quel passo che si riferisce ai diritti di importazione sulle opere d'arte.

« I Congressi precedenti, dice il signor Cleveland, hanno esaminato l'opportunità di abolire la distinzione stabilita dalla tariffa doganale in favore delle opere di artisti americani. I nostri concittadini che coltivano le arti in Europa condannano la politica che colpisce di diritti elevati i quadri di artisti stranieri e ne esenta le produzioni di artisti americani i quali, dimorando all'estero, vi ricevono gratuitamente delle lezioni ed altri vantaggi. Essi si sono quasi unanimemente pronunciati per l'abolizione di una distinzione così spiacevole. Per parte mia, nell'interesse dei nostri concittadini e per altre ragioni ancora, vi raccomando vivamente questa misura. »

TELEGRAMMI

AGENZIA STEFANI

LONDRA, 30. — Sembra deciso che il discorso della regina al Parlamento sarà letto il 19 gennaio.

LONDRA, 30. — Il *Times* crede necessarie operazioni serie contro i sudanesi.

Si dice che il generale Stephenson li abbia già sloggiati dalle posizioni presso Kosheh.

PARIGI, 36. — Il Journal Officiel pubblica una Nota colla quale annunzia semplicemente che il ministero ha dato le dimissioni.

Pubblica inoltre la legge per la Convenzione monetaria.

CAIRO, 30. — Il padre Bonomi, che era partito per Dongola, ha dovuto retrocedere ad Assuan a cagione dell'avvicinarsi dei ribelli.

CAIRO, 30. — Il kedivè ricevette ufficialmente Muktar pascià. Il ricevimento fu brillante e cordialissimo.

GENOVA, 30. — Un dispaccio della linea $\it La~Veloce$, in data di Montevideo 29 corrente, dice che le quarentene per le provenienze dall'Italia furono soppresse.

CAIRO, 30. — Vi fu una grande battaglia nel Sudan fra le truppe inglesi e gli arabi.

Gli inglesi occuparono Ginnis. Gli arabi sono ora in piena ritirata. Le loro perdite sono molto considerevoli.

NOTIZIE VARIE

Per Santa Maria del Fiore. — Leggiamo nella Nazione del 27 che, i signori Wagnière, in occasione del 50° anniversario della fondazione della loro Casa in Firenze hanno sottoscritto la somma di lire 5000 per la facciata del Duomo.

Movimento portuario di Genova. — Il totale degli arrivi fu in novembre 1885 di n. 502 con tonnellate 227,958, in confronto collo stesso mese del 1884 che fu di n. 509, con tonnellate 186,852.

Il totalo delle partenze fu in novembre 1885 di n. 438 con tonnellate 193,089, in confronto collo stesso mese del 1884, che fu di numero 459, con tonnellate 181,224.

BOLLETTINO METEORICO DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Messa, 30 dicembre.

•	State	Stato	TEMPE	RATURA
Stazioni	del cielo 8 ant.	del mare 8 aut.	Massima	Vinima
Bellano	coperto			8,5
Domodossola	1/4 coperto		2,4	-4,9
Milane	coperto		0,7	- 4,4
Vereua	nebbiose	_	1,5	2,5
Venezia	coperto	calmo	5,0	1,0
Torino	nebbioso		2,4	2,7
Alessandria	nevica		— 2, i	7,7
Parma	coperto	_	1,0	1,5
Modena	nevica		1,9	 5,3
Genova	coperto	agitato	12,5	4,4
Poril	nebbioso		0,4	— 3,2
Pesaro	nebbioso	calmo	6,9	-1,3
Porto Maurizio	coperto	agitato	11,2	5,4
Firenze	coperto	·	5,0	-2,7
Urbino	nebbioso		7,0	-2,4
Ancona	coperto	legg. mosso	8,8	2,5
Liverno	coperto	agitato	12,2	9,0
Perugia	coperto		5,2	0,4
Camerino	coperto		7,0	3,9
Portoferralo	3 ₁ 4 coperto	mosso	13,0	8,2
Chieti	coperto		5,8	0,0
Aqvila	coperto	-	6,4	-0.8
Rema	coperto		11,3	- 2,8
Agnene	coperto		11,1	1,1
Foggia	coperto		10,5	-0,6
Bari	coperto	caimo	10,2	5,3
Napoli	coperto	calmo	9,6	7,3
Portotorres	coperto	agitato	_	-
Potenza	coperto	<u> </u>	7,2	[0,6
Lecce	3:4 coperto	_	11,2	4,8
Cosenza	3 ₁ 4 coperto		10,4	0,4
Cagliari	coperto	mosso	15,0	5,0
Tiriolo	_	_		
Reggio Calabria	coperto	legg. mosso	13,7	9,7
Palermo	coperto	calmo	14,2	6,7
Catania	1/4 ceperto	cain o	12,5	5,0
Caltanissetta	1 _[4 coperto	_	8,7	0,6
Porto Empedocie	1 ₂ coperto	calmo	15,0	8,0
Siracusa	114 coperio	calmo	13,0	6,0

REGIO OSSERVATORIO DEL COLLEGIO ROMANO

30 DICEMBRE 1885.

Altezza della stazione = m. 49,65.

	8 ant.	Mezzodi	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0 e al mare Termometro Umidità relativa . Umidità assoluta . Vento Velocità in Km . Cielo	751,1 7*,6 89 6,91 S 3,5 burrascoso	748,9 10,2 65 6.02 8 12,5 burrascoso	749.6 9,6 65 5,82 WSW 13.5 coperto	752,1 6,2 88 6,24 calmo 0,0 sereno orizzonte

OSSERVAZIONI DIVERSE

Termonstro: Mass. C. = 10,8 - R. = 8,64 - Min. C. - 2,8 - R. = 2,24. Pioggia in 24 ore, mm. 1,3.

TELEGRAMMA METEORICO dell'Ufficio centrale di meteorologia

Rome, 30 dicembre 1885.

In Eurepa presione aumentata al nord e nord-ovest, diminuita notabilmente e ciclonica sull'Italia. Corogna 775; Valenzia 770; Bodo 741.

In Italia nelle 24 ore barometro disceso dovunque, yno a 17 mm. in Toscana; nella notte neve sull'Emilia, pioggerelle al centro e sud; venti qua e la forti dilvaria direzione; temperatura aumentata, brinate e gelate al nod.

Stamani cielo generalmente coperto; venti deboli a freschi settentrionali al nord, meridionali sulla penisola salentina, intorno al ponente altrove; barometro variabile da 748 a 758 mm. dalla Toscana a Malta.

· Mare mosso o agitato.

Probabilità:

Venti freschi a forti settentrionali sull'Italia superiore, intorno al ponente altrove; nevi specialmente al nord e pioggie; mare agitato.

. 1	Listino ufficiale de	ella Borsa	di co	mme:	rcio d	i Roma	del d	ì 30 di	cembre	1885	5
			WAT	LORE	PREZZI FATTI		CORSI MEDI				
	W + 1 0 D 2	GODIMENTO	Va.	LUME	zzi	a cor	itanti	CONT	TANTI	TER	MINE
	VALORI	dal	Nomi- nala	Versato	Prezzi nominali	Aperiura	Chiusura	Apertura	Chiusura	fins corr.	fire pross.
Detta Detta Detta Detta Certif. su Prestito I Detto Obbligazi Obbligazi Obbligazi Obbligazi Obbligazi Rendita a Banca Ge Cort. Gro Gart. Gro Fondiaris Fon		1° gennaio 1386 1° luglio 1885 1° ottobre 1885 1° ottobre 1885 1° ottobre 1885 1° luglio 1885	500 500 500 500 500 500 500 500 500 500		97 50 97 * 96 50 		96 10 98 30				08 63 */4
Sconto	CAMBI	PREZZI PRE MEDI FAT		REZZI MINALI	Pandita It	aliona 5 0%		ZZI_FATTI		08 70	08 67 1/
3 0 ₁ 0 4 0 ₁ 0	Francia		•	99 45 25 04	Banca Generale 629 fine corr 632 fine pross.						
Sconto di Banca 5 0[0. — Interessi sulla anticipazioni 5 0[0. Media dei corsi del Consolidato italiano a contanti nelle varie Borse del Regno nel di 29 dicembre 1885: Consolidato 5 0[0 lire 98 234. Consolidato 5 0[0 senza la cedola del semestre in corso lire 6 064. Consolidato 3 0[0 nominale lire 60 916. Consolidato 3 0[0 id. senza cedola nominale lire 59 960. V. Trocchi, Presidente.											

Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio

DIREZIONE DELL'ECONOMATO GENERALE

Avviso d'Asta.

Al pubblico incanto tenuto oggi ai termini dell'avviso d'asta del 12 dicembre volgente, pubblicato nella Gazzetta Ufficiale dello stesso giorno, numero 301, l'appalto per la stampa del Bullettino delle privative industriali del Regno, ripartito in due lotti, pel 1º lotto (stampa delle descrizioni e del testo) fu dichiarata l'aggiudicazione provvisoria col ribasso del 2 55 per cento, e pel 2º lotto (litografia dei disegni per l'Atlante) fu dichiarata l'asta senza effetti per mancanza del richiesto numero di concorrenti.

Si rende quindi di pubblica ragione che il termine utile per presentare le offerte di ribasso, non minore del ventesimo sul prezzo di deliberamento provvisorio del 1º lotto, scadrà alle ore dodici meridiane precise del giorno 18 gennaio p. v., e che nello stesso giorno ed ora si terrà un secondo incanto per l'appalto del 2º lotto, nel quale si farà luogo all'aggiudicazione quand'anche non siavi che un solo concorrente.

Condizioni principali dell'appalto.

- 1. La fornitura dovrà essere eseguita iniRoma e consegnata all'uffizio delle Privative industriali.
- 2. La spesa è prevista in via approssimativa in annue lire 10,000 pel 1º lotto e di lire 28,000 pel 2º lotto.
- 3. Il contratto avrà la durata dal 1º giugno 1886 al 31 maggio 1891.
- 4. A garanzia degli impegni assunti con la convenzione il deliberatario dovrà depositare nella Cassa dei depositi e prestiti, a titolo di cauzione, la somma di lire 3000 pel 1º lotto, e di lire 4000 pel 2º lotto, e se in valori del Debito Pubblico Nazionale, questi saranno ragguagliati al corso della Borsa di Roma il giorno dell'aggiudicazione definitiva.
- 5. L'incanto, avrà luogo col metodo delle schede segrete, ai termini del regolamento di contabilità generale. Sarà dichiarato deliberatario colui che avrà offerto un maggior ribasso unico e complessivo sul prezzo indicato nelle tariffe annesse al Capitolato d'appalto, non inferiore al minimum segnato nella scheda dell'Amministrazione.
- 6. Contemporaneamente alla scheda sigillata della loro offerta, i concorrenti all'appalto dovranno presentare in piego a parte all'uffiziale che presiede l'asta (di unita alla dimanda di ammissione in carta bollata da una lira e coll'indicazione del loro domicilio nel Regno):
- a) I titoli legali onde emerga che l'aspirante abbia nella città di Roma un adeguato Stabilimento tipografico, se concorre al ventesimo pel primo lotto, ed un completo Stabilimento litografico se concorre al secondo lotto;
- b) Il certificato della Tesoreria provinciale di Roma onde risulti che l'aspirante all'asta abbia versato, a titolo di cauzione provvisoria, la somma di lire 1000 per ciascun lotto.
- Il deposito del deliberatario verrà trattenuto a guarentigia dell'aggiudica
- 7. Coloro che concorressero all'asta per delegazione non potranno essere ammessi se non si presentino muniti di regolare ed autentico atto di procura speciale rilasciato dal mandante, sia che tale atto riguardi il solo appalto a cui si concorre, sia che si riferisca agli appalti in genere per forniture dello Stato.
- La procura suddetta dovrà essere inserita nel verbale d'incanto.
- 8. Saranno esclusi dal concorso coloro che nella esecuzione di altre forniture si siano resi colpevoli di negligenza o di mala fede, tanto verso il Governo, quanto verso i privati, non che coloro che in occasione di pubblica incanti siano incorsi nei reati previsti dagli articoli 402 e 403 del Codice penale.
- 9. Qualunque sia il numero dei soci nell'appalto di cui si tratta, l'Amministrazione, tanto negli atti di deliberamento, quanto nel contratto definitivo, e durante la esecuzione dei lavori, non riconoscerà che un solo delibe ratario per tutti gli atti ed operazioni di ogni sorta dipendenti dall'appella medesimo.
- 10. L'offerta sarà scritta su carta da bollo di una lira, e porterà con chiarezza la indicazione del ribasso unico che si offre sul prezzo dell'appalto. Sono dichiarate nulle le osserte condizionate.
- 11. Il termine utile per la presentazione delle offerte di ribasso pel 2º lotto. non interiore al ventesimo del prezzo di primo deliberamento, scadrà alle ore 12 meridiane precise del giorno 6 febbraio 1886, come verrà significato in altre avviso.
- 12. Coloro che non fossero già stati ammessi all'asta e volessero concerrere alla offerta del ventesimo si uniformeranno al disposto negli art. 6 e 7 nel presentare l'offerta di ventesimo.
- Tutte le spese d'asta, di pubblicazioni, di registro e bollo od ogni attra legalmente incrente al contratto relativo al presente appalto, restano a ca rico del deliberatario.
- 14. Il capitolato d'oneri, secondo il quale dovrà essere eseguito l'appalto nonchè i campioni e le tariffe sono ostensibili a tutti, durante le ore d'ut ficio, nella segreteria dell'Economato generale in Roma, via della Stampe ria, num. 11.

Roma, li 30 dicembre 1885.

Per l'Economato Generale: C. BARBARISI.

PREFETTURA DI GENOVA

STRADE COMUNALI OBBLIGATORIE

Avviso di pronunziato deliberamento.

ln seguito all'incanto tenutosi oggi in questa Prefettura, venne provvisoriamente deliberato l'appalto delle opere e provviste occorrenti per la costruzione del primo tronco della strada comunale obbligatoria per Montallegro, che da Rapallo arriva in vicinanza della Villa Pendola, in territorio del comune di Rapallo, col ribasso di lire 30 per cento sul prezzo d'asta, ridotto così dalla presunta somma di lire 72,000 a quella di lire 50,400.

Il termine utile (fatali) per un ulteriore ribasso, non minore però del ventesimo del prezzo di delibera, scadra a mezzodi del giorno di martedi 12 gennaio p. v.

Genova, addi 28 dicembre 1885.

Per detta Prefettura

Il Consigliere incaricato dei contratti: DE SIMONE.

REPRESENTATION OF THE PROPERTY ASSESSMENT OF THE

AVVISO.

Presentatasi oggi stesso offerta di aumento in grado del ventesimo per l'appalto dell'ex feudo comunale Bellia, si fa noto che il 12 gennaio p. v. alle 12 merid. in una sala di quest'ufficio comunale, innanzi il signor sindaco o chi per esso, si procederà col metodo delle candele e con le forme prescritte dal vigente regolamento solla contabilità generale dello Stato, al reincanto del detto fitto dell'ex feudo Bellia, in base all'annuo estaglio di lire 11,130, per anni 6 cursuri dal 1º settembre 1886 a tutto agosto 1892, sotto l'osservanza dei patti contenuti nel capitolato d'oneri deliberato il 13 novembre ora decorso.

S'invitano perciò gli attendenti a presentarsi all'asta in detto giorno, ora e luogo.

Il capitolato d'oneri e le carte tutte relative alla suaccennata locazione sono ostensibili in questa segreteria comunale dalle 9 antimeridiane alle 2 pomeridiane.

Piazza Armerina, 27 dicembre 1885.

Il Segretario comunale: BOSCARINI.

Esattoria Consorziale di Terracina

Avviso d'asta N. 2-739.

Il sottoscritto esattore rende pubblicamente noto che nel giorno 28 gennaio 1886, à ore 10 ant., ed occorrendo, nei giorni 3 e 9 febbraio detto anno, presso la pretura di Terracina, si procederà alla vendita per pubblico incanto degli immobili di proprietà e come appresso descritti:

- 1. Granai siti in Terracina, via del Canale di Navigazione, al civico numero 5, porzione del piano terreno e del primo piano, costituiti di piani 2 e vani 2, in sez. XI, part. 256 sub. A, confinanti con Risoldi Luigi fu Filippo, Comunità di Terracina e via S. Reparata, del reddito di lire 163 75, in vendita per lire 1151 40, di proprietà Boccameli Filomena fu Pietro in Saporiti, debitrice di lire 126 95 per imposte e lire 29 04 per multe e diritti.
- 2. Casa in Terracina, via Porta Nuova, civ. n. 22, sez. XI, part. 1231 sub. 2, di piani 4, vani 8, confinata da Jannucci Pietro e Varrone Michele, Diamanti Grazia, Cappella Sacramento e Bianchi Silviano, reddito lire 81 90, in vendita per lire 559 20; di proprietà Saporiti Luigi fu Antonio, enfiteuta al R. Demanio, è debitore di lire 59 39 per imposte e lire 18 38 per multe e spese. La detta casa è gravata di un annuo canone di lire 40 85 a favore dell'Amministrazione del Fondo per il culto.
- 3. Casa in Terracina, via Catena, civ. n. 9, sez. II, part. 1205 sub. 1, confinata da Demanio, Neri Domenico, Greggi Teresa, del reddito di lire 30, in vendita per lire 204 96, di proprietà Sarza Francesca fu Giacinto in Fontana, e per riscatto fattone dall'acquirente all'asta Risoldi D° per decreto pretoriale 2 aprile 1884, ora di proprietà Assorati Maddalena fu Onorato in Longarini, debitrice di lire 42 90 per imposte e lire 11 72 per multe e diritti.
- 4. Casa in Terracina, piazza Galante, civ. n. 3, sez. XI, part. 1134 sub. 1, reddito lire 233 63, confinata da Melloni De Vecchis Erminio, Fiorini Enrica e Spaccesi Giuseppina, in vendita per lire 1594 20, di proprietà Vinditti Leonilde Antonia fu Giovanni in Bellincampi, debitrice di lire 160 89 per imposte e lire 30 43 multe e diritti.

Il tutto liquidato a termini dell'articolo 663 del Codice di procednra civile. L'aggiudicazione verrà fatta al migliore offerente.

Le offerte dovranno essere garantite da un deposito in danaro, corrispondente al 5 per cento del prezzo di vendita sopra determinato per ciascun immobile, ne possono al primo incanto essere minori del prezzo minimo assegnato a ciascun lotto.

L'intiero prezzo dovrà essere sborsato nei tre giorni successivi a quello dell'aggiudicazione.

Le spese d'asta, di tassa, di registro, della sentenza di vendita ed altre ine renti sono tutte a carico del deliberatario.

Dall'esattoria di Terracina, il di 24 dicembre 1885.

Per l'esattore Banca Generale Il Collettore: E. VENTURINI.

Avviso d'Asta per vendita coatta di beni immobili

Si fa noto al pubblico che nel giorno 25 gennaio 1886, alle ore 10 antim., collettore, ad istanza del detto esattore ed a pregiudizio dei signori Galiena innanzi all'ill mo signor pretore del mandamento di Castelnuovo di Porto, assistito dal cancelliere, coll'intervento del signor Piccirilli Clemente, esattore del comune di Riano, o di persona da lui delegata Giuseppe Campana, luogo la vendita a pubblici incanti dei fondi qui appresso descritti.

Num. progressivo	COMUNE	NATURA, DENOMINAZIONE, CONFINI E NUMERI CATASTALI	ESTENSIONE in misura	Rendita catastale o valore censuario	Prezzo minimo sul quale si apre l'incanto	S o M M A a depositarsi Per garanzia dell'offerta
			Ettari Are			
1	· Riano.	Terreno, vocabolo Vallucia, pascolivo, seminativo, nn. 376, 377, 378, con-	1 07	5 34	158 48	7 92
2	»	finanti fosso, Quatrini Félice, Alessandri Giuseppe. Terreno, vocabolo Boschetto, seminativo, vignato, nn. 423, 429, 430, con- finanti strada, principe e Tamiani Mattia.	7 55	20 42	701 40	35 07
3	»	Terreno, vocabolo Cavone, vigna, seminativo e pascolo, nn. 439, 740, 741, 742, 743, confinanti strada, principe, fosso e Cantoni Ferdinando.	1 03	8 17		
4	»	Terreno, vecabolo La Rasa, orto, n. 759, confinanti strada, principe e Rossi Achille.	» 54	3 50		
5	»	Terreno, vocabolo Chiavano, seminativo, pascolo, nn. 10, 11, 12, 600, 390 sub. 1, 2, confinanti principe Marchetti Oreste, Lacoverde Galiena Anto-	31 88	75 40	1448 40	72 42
6	» »	nio, Famiani Clementina. Casa, via Rifiora, p. 1°, num. 182-2, confinanti strada e principe Piombino. Casa, via Spallato, n. 199-2, confinanti strada, Recchia Giuseppe e Vergili Vincenzo d'Angelo.	» »	12 * 7 50	1440 40	12 42
8	»	Casa, piazza Commercio, nn. 212-3, 220, confinanti strada, Confraternita	»	69 »		
9	»	Santissimo Sagramento e Piombino. Casa, via Capppuccini, nn. 783, 1107, confinanti strada, Faraoni Giuseppe, Candelli Teresa ed il medesimo.	»	60 »		, .

descritti si procedera, nello stesso locale, ad un secondo esperimento alle ore l'incanto.

10 antimeridiane del giorno 5 febbraio 1886.

Ove neanche nel secondo esperimento si esfettui la vendita si fara luogo ad un terzo incanto nello stesso luogo, alle ore 10 ant. del giorno 15 febbraio 1886.

celleria della Pretura o provino d'aver depositato in una Cassa erariale la 4500 Riano, il 28 dicembre 1885.

Se nel giorno suindicato non avra luogo l'aggiudicazione dei fondi sopra somma corrispondente al 5 per cento del prezzo minimo sul quale si apre

Il deliberamento sarà definitivo, ed ove l'aggiudicatario non paghi il prezzo fra tre giorni dall'aggiudicazione si procedera alla rivendita dell'immobile a di lui rischio e spese.

Tutte le spese d'asta, di tassa di registro e contrattuali sono a carico dell'aggiudicatario.

Per l'Esattore - Il Collettore: G. CAMPANA.

Avviso d'Asta per vendita coatta di beni immobili

Si fa noto al pubblico che nel giorno 25 gennaio 1886, alle ore 10 antim., lettore, ad istanza del detto esattore ed a pregiudizio dei signori Fiori Ignainnanzi all'ill.mo signor pretore del mandamento di Castelnuovo di Porto, zio Leopoldo e sorelle fu Giacomo, nati e domiciliati in Riano, debitori per assistito dal cancelliere, coll'intervento del signor Piccirilli Clemente, esattore titolo d'imposte, sovraimposte, multe e spese d'esecuzione, avrà luogo la del comune di Riano, o di persona da lui delegata Giuseppe Campana, col vendita a pubblici incanti dei fondi qui appresso descritti.

Num. progressivo	COMUNE	NATURA, DENOMINAZIONE, CONFINI E NUMERI CATASTALI	Estensione in misura	Rendita catastale o valore censuario	Prezzo minimo sul quale si apre l'incanto	SOMNA a depositarsi per garanzia dell'offerta
			Ettari Are			
1	Riano	Terreno seminativo, vocabolo Favero, n. 69, confinanti strada, fosso, Urbani Vincenzo.	» 25	1 49		
2	»	Terreno seminativo, vocabolo Vigna del Piano, n. 507, confinanti strada e Vergili Angelo.	2 32	10 80		
3	» ·	Terreno vignato, vocabolo Vigna del Piano, n. 508, confinante Urbani Vincenzo.	2 33	20 90	591 60	29 58
4	* *	Terreno vignato, vocabolo Favaro, n. 84, confinanti strada, fosso e Recchia Giuseppe ed altri.	» 30	3 95		
6	» »	Casa, via Gemelli, num. 252, confinante la strada e Pasqualini Vincenzo Cantina e Grotta, via del Cantinone, n. 235-1°, confinanti la strada, Biscioni Cristina e Pasqualini Vincenzo.	» »	15 » 7 50	219 60	10 98
	The figure of the second of th				_ '	'

descritti si procederà nello stesso locale, ad un secondo esperimento alle ore l'incanto. 10 ant. del giorno 5 febbraio 1886.

Ove neanche nel secondo esperimento si effettui la vendita si farà luogo ad un terzo incanto nello stesso luogo alle ore 10 antimeridiane del giorgo 15 febbraio 1886.

paranno ammessi au asta soltanto coloro che abbiano depositato nella can-celleria della Pretura o provino d'aver depositato in una Cassa erariale la 4499 Per Saranno ammessi all'asta soltanto coloro che abbiano depositato nella can-

Se nel giorno suindicato non avra luogo l'aggiudicazione dei fondi sopra somma corrispondente al 5 per cento del prezzo minimo sul quale si apre

Il deliberamento sarà definitivo, ed ove l'aggiudicatario non paghi il prezzo fra tre giorni dall'aggiudicazione si procedera alla rivendita dell'immobile a di lui rischio e spese.

Tutte le spese d'asta, di tassa di registro e contrattuali, sono a carico dell'aggiudicatario.

Per l'Esattore — Il Collettore : G. CAMPANA.

AVVISO.

Al Tribunale civile e correzionale di

Ill.mi signori.

Molla Anna, vedova di Piatti Dome

Espongono
Espongono
Espongono
Essere titolari di un certificato del
Debito Pubblico del Regno d'Italia,
avente il n. 577417, dell'annua rendita
di lire 55, intestato al nome di essi
esponenti ed a quello di Luigi Piatti,
loro rispettivo figlio e fratello.

di lire 55, intestato al nome di essi esponenti ed a quello di Luigi Piatti, loro rispettivo figlio, e fratello.

Questi, come appare dal prodotto certificato di morte ed attestazione giudiziale, alli 26 del mese di ottobre 1855 venne a morire senza testamento lasciando a succedergli gli esponenti.

Nell'eredità dismessa dal predetto Luigi Piatti trovasi la quota che gli spettava sul certificato di rendita sopramenzionato, e questa, secondo le disposizioni del Codice civile relative alla successione legittima, viene a toccare per un terzo all'Anna Molla, di lui madre, e per due terzi ai di lui fratello e sorelle Michele, Maria e Carolina in parti eguali.

Vivente ancora il Luigi Piatti, vennero dagli esponenti avviate alcune pratiche presso l'Atmainistrazione del Debito Pubblico onde ottenere la cancellazione dell'ipoteca o vincolo d'usufrutto annotato nel summenzionato certificato di rendita ed il tramutamento della medesima in cartelle al portatore.

Per gli esponenti sottore ricato Gialdroni sostituto Peyretti.

Si uniscono al presente ricorso: 1. Decreto ammessione al gratuito patrocinio, 27 novembre 1884.

2. Attestazione giudiziale, 1º dicembre 1885.

4. Copia di nota della Direzione Generale Debito Pubblico, 9 agosto 1885.

5. Atto di morte, 23 aprile 1885.

6. Atto di morte, 23 aprile 1885.

6. Atto di morte, 23 aprile 1885.

7. Dichiarazione municipio di Courgine, 23 settembre 1885.

8. Attestazione giudiziale, 1º dicembre 1885.

8. Attestazione municipio di Courgine, 23 settembre 1885.

9. Atti di nascita di Michele, Maria e Carolina Piatti.

10. Certificato di rendita nominativa pratiche presso l'Atmainistrazione del giudice sig. Barbaroux.

11. Decreto ammessione al gratuito patrocinio, 27 novembre 1885.

12. Attestazione giudiziale, 1º dicembre 1885.

8. Attestazione giudiziale, 1º dicembre 1885.

13. Neterita di

mento della medesima in cartelle al

portatore. L'Amministrazione generale del De-bito Pubblico dichiarò di addivenire alla cancellazione instata dagli espoana cancenazione instata degli espo-nenti, quando questa fosse consentila dagli eredi della Marianna Taro ve-dova Grosso, a cui favore era inscritto il vincolo d'usufrutto annotato nella

cartella suddetta.
Il consenso richiesto dall'Amministrazione del Debito Pubblico dichiarò di addivenire alla cancellazione instata

di addivenire alla cancellazione instata dalli esponenti, quando questa fesse consentita dagli eredi della Marianna Taro vedova Grosso, a cui favore era inscritto il vincolo d'usafrutto annotato nella cart. lla suddetta.

Il consenso richiesto dell'Amministrazione del Debito Pubblico fu legittimamente prestato con atto pubblico in data 13 novembre 1885, rogato Albertario, dalla Grosso Margherita vedova del fu Tarraboiro Giovanni, unica crede della Marianna Taro, che si allega al presente ricorso unita mente a relativo atto di notorietà constatata che la vedova Tarraboiro sud-

Spettare la proprieta della quota di lire 11 di rendita, parte già pertinente al Luigi Piatti fu Domenico Francesco, al Luigi Piatti fu Donienico Francesco, sul certificato n. 577417 del Debito Pubblico del Regno d'Italia, dell'an-pubblico del Regno d'Italia, dell'an-que per cento, ora lo luglio 1861, cinque per cento, ora l'accinio con decreto della Commissione nominativamente intestata all'Anna Molla di Giovanni vedova di Piatti Dalla cancelleria del Tribunale ecc. Domenico, e Piatti Luigi Maria, Michele e Carolina fu Domenico, minori, 4478 Le Cancelleree.

sotto l'amministrazione della loro madre Molla Anna, tutti domiciliati e residenti in Torino, per la quota di un terzo alla Molla Anna di Giovanni, vedova di Piatti Domenico Francesco, e mona Anna, vedova di Piatti Dome-idova di Piatti Domenico Francesco, e nico, Francesco e Piatti Maria, Michele e Carolina fu Domenico Francesco, anmessi al gratuito patrocinio con decreto della Commissione pre-so menico, e con un terzo dei due terzi questo Tribunale in data 27 dicembre di lire undici di rendita a cadauno di 1884, tutti residenti in Torino

Espongono

Espongono

Espongono della Commissione della lire undici di rendita a cadauno di cesi, ora tutti maggiori d'età, pure residenti in Torino.

residenti in Torino.

Il che ecc.
Torino, 6 dicembre 1835.
Per gli esponenti sottoscritti avvocato Gialdroni sostituto Peyretti.

Visti gli atti. Ritenuto che la fatta domanda ha

giuridico fondamento nelle risultanze dei prodotti documenti. Il P. M. è d'avviso sia la medesima

Torino, 9 dicembre 1885. Firmato: Berio.

Il Tribunale.
In Camera di Consiglio, composta
degli avvocati Fiorito cav. Gioacchino vicepresidente, Galletti cav. Arrigo c Barbaroux cav. Giuseppe, giudici. Intesa la relazione del giudice de

legato, Viste le conclusioni del P. M. suriferite,

Ritenuto che dalle fatte produzioni risulta della qualità nei ricorrenti di unici eredi del Luigi Piatti fu Dome-nico, deceduto ab intestato, ed il pas-saggio a maggiere età dei corricorrenti

gittimamente prestato con atto publico in data 13 novembre 1885, rosagio a maggiore età dei corricorrenti gato Albertario, dalla Grosso Margherita vedova del fu Tarraboiro Giovanni, unica crede della Marianna Taro, che si allega al presente ricorso unita mente a relativo atto di notorietà constatate che la vedova Tarraboiro suddetta è l'unica crede della Marianna Taro vedova Grosso, ed ormai nessun ostacolo si oppone a che sia cancellata l'annotazione di vincolo in parola. Se non che pel seguito decesso di Luigi Piatti, uno dei titolari della rendita, prima ed avanti ogni cosa è necessario che intervenga, a norma degli articoli 78 e 79 della legge sul Debito Pubblico 11 agosto 1870, decreto di questo ill.mo Tribunale che dichiari la traslazione della quota spettante al Luigi nei suoi credi legit timi.

Gli esponenti pertanto ricorrono alle SS. VV. Ill.me e le supplicano perchè, mediante decreto, si compiacciano dichierare:

Spettare la proprietà della quota di lire 11 di rendita, parte già pertinente al Luigi nei suoi eredi legit timi.

Firmati: Fiorito, Barbaroux, reliatore.

Firmati: Fiorito, Barbaroux, relatore.

Controfirmato: A. Givone, vicecanc.

MUNICIPIO DI BOLZANETO

Avviso di pronunciato deliberamento.

L'appalto seguito oggi in quest'ufficio per la riscossione del dazio consumo governativo e comunale nel quinquennio 1886-90, di cui nell'avviso d'asta in data 21 corrente, venne provvisoriamente deliberato coll'aumento di lire 15 29 per cento, e così per l'annua somma di lire 9800.

Il termine pei fatali è quello indicato nel detto avviso d'asta, che spira alle ore 12 meridiane del giorno 5 gennaio prossimo venturo

Bolzaneto, 29 dicembre 1885. 4514

Il Segretario de' Municipio: E. VERARDO.

ABRIDGE A RELEVISION OF A REDUCTION OF A REDUCTION OF A RESIDER

Avviso di provvisorio deliberamento.

Nel primo esperimento d'asta seguito stamane presso questa Prefettura per appolto relativo alla

Costruzione di ottanta metri di banchina murata in prosecuzione di quella esistente sotto lo scalo ferroviario a destra del porto-canale di Fiumicino

si è ottenuto il ribasso percentuale di lire 15 sul prezzo totale di lire 27,610,

previsto in perizia, e perciò ebbe luogo l'aggiudicazione provvisoria.

Nel rendere quanto sopra di pubblica ragione, per ogni effetto di legge, si ricorda che il termine utile per presentare offerte di ribasso in grado almeno di ventesimo del prezzo di provvisorio deliberamento scadra alle ore 12 meridiane del 12 gennaio p. v.

Per tutte le altre notivie che possono interessare gli aspiranti al detto in-canto, si richiama qui il contenuto del precedente manifesto del 10 dicembre volgente.

Roma, 28 dicembre 1885.

4503

Il Segretario delegato ai contratti: ROSSI A. LUIGI.

MUNICIPIO DI NAPOLI

AVVISO D'ASTA.

Nel giorno 23 del volgente mese di dicembre, giusta il manifesto a stampa pubblicato il di 4 dello stesso mese, ebbe luogo in questa residenza municipale l'incanto ad estinzione di candela per l'appalto del servizio dello spazzamento della città di Napoli e de villaggi annessi, e rimase detto appalto completamente aggiudicato in unico lotto, per essere rimaste deserte le subaste di detto appalto, diviso in tre lotti, ol signor Giovanni Barducci, col ribasso di lire 1550 sull'annua mercede di lire 390,000, cioè per lire 388,450.

Ora si fa noto a tutti coloro che intendono offrire ulteriore ribasso, il quale non potrà essere inferiore al ventesimo del prezzo di aggiudicazione, che, volendo cencorrere al detto appalto, dovranno presentare la loro offerta in caria da bollo di una lira al segretario generale di quest'Amministrazione, non più tardi delle ore 2 pomeridiane del giorno 12 gennaio del prossimo venturo anno 1886, accompagnata dalla quietanza del deposito eseguito presso questa Tesoreria comunale, della cauzione provvisoria in lire 30,000 in contanti, ovvero in titoli al portatore del Debito Pubblico Italiano 5 per cento, o in cartelle del Prestito Unificato del comune di Napoli. Presentandosi nei termini legali offerte di ventesimo, con successivo manifesto sarà determinato il giorno e l'ora dell'incanto definitivo.

Tale appalto avrà la durata di circa cinque anni, dovendo aver principio non più tardi di due mesi dopo l'aggiudicazione vidimata dal prefetto, e terminare al 31 dicembre 1890, e sarà regolato dal capitolato speciale pel detto servizio di spazzamento, approvato con deliberazioni del Consiglio comunale del 43 e 46 novembre 1885.

Capitolato e deliberazioni ostensivi a chiunque presso l'8º uffizio di questa amministrazione dalle 10 antimeridiane alle 4 pomeridiane di ciascun giorno non festivo.

Non più tardi di cinque giorni dalla data del visto del prefetto sugli atti dell'aggiudicazione, l'appaltatore dovrà depositare nella Tesoreria municipale la somma di lire 75,000, a titolo di cauzione definitiva, la quale sarà rappresentata da cartelle al portatore del Debito Pubblico Italiano 5 per cento, o del Prestito Unificato del comune di Napoli.

Tutte le spese per gli atti di incanto, per gli annunzi legali, per la stampa dei manifesti e per la tassa di registro, nonchè le spese per la stipula dell'istrumento, che verra rogato dal notaio sig. Luigi Maddalena, e per la spedizione esecutiva da rilasciarsi al municipio con due altre copie in carta libera, saranno a carico degli aggiudicatari dello appalto.

Dal palazzo municipale di S. Giacomo, li 29 dicembre 1885.

Il Sindaco: NICOLA AMORE.

Il Segretario generale: C. CAMMAROTA. 4513

(2º pubblicazione)

morig, nato nel 6 luglio 1856, allo scopo ESTRATTO

per dichiarazione d'assenza.
Il Tribunale di Udine ordina siano assunte informazioni sul conto dell'assente Ermacora Bucovaz fu Giovanni e della vivente Giovanna Pri
ESTRATTO

per dichiarazione d'assenza.
Il Tribunale di Udine ordina siano all'assunzione il R. Pretore di Cividale.
Udine, 8 novembre 1885.

Il Presidente: POLI.

(2º pubblicazione)

Società Anonima delle Strade Ferrate Romane in liquidazione

La Commissione liquidatrice della Società anonima delle Strade Ferrate Romane al seguito della sentenza della Corte di cassazione di Firenze del giorno 10 corrente, valendosi dei fondi adesso disponibili, ed allo scopo di arrestare il corso delli interessi, ha stabilito di ripartire frattanto ai presentatori di certificati al portatore (Stampigliati) di azioni trentennali, fire 740 per ciascuna, in acconto del loro avere.

Il pagamento sarà effettuato col giorno undici gennaio presso la Società Generale di Credito Mobiliare Italiano, sede di Firenze (via Bufalini, 35).

I presentatori stessi si serviranno delle apposite distinte che si trovano presso il detto Istituto, e seguiranno le modalità che ivi saranno indicate in conformità del regolamento del 1º dicembre 1884, pubblicato nella Gazzetta Ifficiale del Regno del 12 detto, in quanto sia applicabile. (*)

Firenze, li 23 dicembre 1885.

Il Presidente della Commissione Liquidatrice: E. DEODATI. (*) 1° Comma dell'art. 5 del regolamento 1° dicembre 1884

◆ Dopo tre giorni (non compresi i festivi) da quello del rilascio dello scon-« trino lo Stabilimento menzionato eseguirà il pagamento delle quote di ri-« parto a termini dell'avviso 1° novembre 1884. »

况 Lavori Pubblici Ministero dei 🧲

DIREZIONE GENERALE DI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

In seguito alla diminuzione di lire 15 7303 per cento fatta in tempo utile sul presunto annuo prezzo di lire 12,081 75, ammontare del deliberamento susseguito all'asta tenutasi il 28 novembre p. p., per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla novennale manutenzione (dal 1º aprile 1886 al 31 marzo 1895), del tronco della strada nazionale n. 59, da Sapri al Jonio, compreso fra la sponda sinistra del fiume Sinni e la stazione ferroviaria di Nova-Siri della ferrovia Taranto-Reggio, della lunghezza di metri 33,285.

si procederà alle ore 10 antimer. del 19 gennaio 1886, in una delle sale di questo Ministero, dinanzi al direttore generale di ponti e strade, e presso la R. Prefettura di Potenza, avanti il prefetto, simultaneamente col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, al definitivo deliberamento della surriferita impresa a quello degli oblatori che risulterà il migliore offerente in diminuzione della presunta annua somma di lire 10,181 25. a cui il suddetto prezzo trovasi ridotto.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno, negli Indicati giorno ed ora, presentare in uno dei suddesignati uffici le loro offerte. estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a colui che risulterà il migliore offerente. qualunque sia il numero dei partiti, ed in difetto di questi a favore dell'of ferente della detta diminuzione.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato, e di quello speciale in data 18 luglio 1885, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Roma e Potenza.

Per essere ammessi all'asta i concerrenti dovranno presentare il certificate di aver versato in una cassa di Tesoreria provinciale il deposito richiesto per adire allo incanto, avvertendo che non saranno accettate offerte con depositin contanti od in altro modo.

Dovranno inoltre i concorrenti esibire:

a) Un certificato di moralità rilasciato in tempo prossimo all'incanto dal l'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere confermato dal prefetto o sottoprefetto, il quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il
concorrente o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie
per l'eseguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 800 ed in una mezza annata del canone d'appalto depurato del ribasso d'asta quella definitiva, ambedue in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà, nel termine di giorni 15 successivi a quello dell'ag giudicazione, stipulare il relativo contratto.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico del l'appaltatore.

Roma, 28 dicembre 1885. 4507

Il Caposezione: M. FRIGERI.

N. 265.

Ministero dei Lavori Pubblici

DIREZIONE GENERALE DI PONTI E STRADE

Avviso d'Asta.

Alle ore 10 antimerid. del 19 gennaio 1886, in una delle sale di questo Ministero, dinanzi al direttore generale di ponti e strade, e presso la Regia Prefettura di Potenza, avanti il prefetto, si addiverrà simultaneamente col metodo dei partiti segreti, recanti il ribasso di un tanto per cento, allo incanto per lo

Appalto delle opere e provviste occorrenti alla costruzione di una variante fra i ponticelli 38 e 46, per la lunghezza di metri 1885 19, e per la sistemazione della residuale parte del tronco della strada nazionale n. 58 Valle d'Agri, compreso fra la contrada Gaudipiano e Torretta Lacava, della lunghezza totale di metri 12,036 85, per la presunta somma, soggetta a ribasso d'asta, di lire 174,000.

Perciò coloro i quali vorranno attendere a detto appalto dovranno negli in ficati giorno ed ora presentare in uno dei suddesignati uffici le loro offerte, estese su carta bollata (da una lira), debitamente sottoscritte e suggellate. L'impresa sarà quindi deliberata a quello degli oblatori che risultera il migliere offerente, e ciò a pluralità di offerte, purchè sia stato superato o raggiunto il limite minimo di ribasso stabilito dalla scheda ministeriale.

L'impresa resta vincolata all'osservanza del vigente capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato, e di quello speciale in data 19 settembre 1885, visibili assieme alle altre carte del progetto nei suddetti uffici di Roma e Potenza.

I lavori dovranno intraprendersi tosto dopo la regolare consegna, per dare ogni cosa compiuta nel termine di anni due.

Per essere ammessi all'asta i concorrenti dovranno presentare il certificato di aver versato in una cassa di Tesoreria provinciale il deposito richiesto per adire allo incanto, avvertendo che non saranno accettate offerte con depositi in contanti od in altro modo.

Dovranne inoltre i concorrenti esibire:

a) Un certificato di moralità, rilasciate in tempo prossimo allo incanto dall'autorità del luogo di domicilio del concorrente;

b) Un attestato di un ingegnere, confermato dal prefetto o sottoprefetto, d quale sia stato rilasciato da non più di sei mesi, ed assicuri che il concorrente o la persona che sarà incaricata di dirigere sotto la sua responsabilità ed in sua vece i lavori, ha le cognizioni e capacità necessarie per l'eneguimento e la direzione dei lavori di cui nel presente avviso.

La cauzione provvisoria è fissata in lire 10,000 e nel decimo dell'importo netto delle opere d'appalto quella definitiva, ambedue in numerario od in cartelle al portatore del Debito Pubblico dello Stato al valore di Borsa nel giorno del deposito.

Il deliberatario dovrà nel termine di giorni 15 successivi a quello del-'aggiudicazione stipulare il relativo contratto.

Il termine utile per presentare in uno dei suddesignati uffici offerte di ribasso sul prezzo deliberato, non inferiori al ventesimo, resta stabilito a giorni 15 successivi alla data dell'avviso di seguito deliberamento.

Le spese tutte inerenti all'appalto e quelle di registro sono a carico deli'appaltatore. Roma, 28 dicembre 1885

4511

R Caposezione: M. FRIGERI.

SICHETA BUN MICHELE COME

Coltivazione di Miniere — Industria e commercio dei Minerali e dei Metalli

Capitale versato lire 4,800,000 - Sede sociale, Torino, via Cavour, 41

AVVISO di seconda convocazione dell'assemblea generale ordinaria degli azionisti.

Le azioni depositate per intervenire all'assemblea del 28 dicembre corrente, di cui all'avviso 4 dicembre, non avendo raggiunto il numero prescritto dall'art. XVIII dello Statuto sociale, gli azionisti sono riconvocati in

Assemblea generale ordinaria

pel giorno 26 gennaio p. v , col medesimo ordine del giorno, alle ore 2 pomeridiane.

Il deposito delle azioni per intervenire all'assemblea dev'essere fatto a ter-mini dell'art. XVIII dello Statuto:

a Torino, alla Cassa sociale, via Cavour, 41; a Genova, presso i signori I. Tedeschi e C.;

ad Alessandria, presso la Banca Popolare.

Torino, 28 dicembre 1885. 450f

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE.

TUMINO RAFFAELE, Gerente - Tipografia della GAZZETTA UFRICIALE.